



**Fiable.
Essentielle.
En croissance.**

Rapport annuel 2023

Table des matières

Les avantages de 5N+	2
Message du président du conseil d'administration	4
Message du président et chef de la direction	6
Matériaux avancés pour applications critiques	8
Pour un avenir durable	10
Rapport de gestion	12
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	40
Rapport de l'auditeur indépendant	41
États financiers consolidés	46
Renseignements supplémentaires	89

5N Plus (TSX : VNP) est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Nos matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de nos clients.

Mission

Être essentielle à nos clients, offrir une culture prisée par nos employés et inspirer confiance à nos actionnaires.

Vision

Fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe.

Valeurs

Amélioration continue
Développement durable
Engagement
Intégrité
Orientation client
Santé et sécurité



Les avantages de 5N+

1 Entreprise mondiale de confiance spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance

2 Chef de file sur la plupart de ses marchés finaux : énergie renouvelable terrestre, énergie solaire spatiale, imagerie et détection, soins de santé et produits pharmaceutiques, et matériaux techniques

3 Premier fournisseur de composants semiconducteurs de très grande pureté à l'extérieur de la Chine

4 Solides capacités en matière de recherche-développement, équipe technique de calibre mondial s'appuyant sur des décennies d'expérience en matière de fabrication, technologies fiables et procédés éprouvés

5 Avantage sur le plan de l'approvisionnement grâce à une présence stratégique à l'échelle mondiale et à des capacités d'affinage en amont, notamment la gestion des métaux en boucle fermée

6 Investissement continu dans l'expansion de la capacité dans les secteurs à forte croissance afin de répondre à la demande à long terme des clients

7 Partenaire de choix de nos clients axé sur le développement de relations à long terme et l'excellence commerciale

38,3% ↗

BAlIA ajusté communiqué record pour l'E2023

15,4 M\$

Résultat net pour l'E2023

29,0%

Marge brute ajustée

292 JOURS

Carnet de commandes au 31 décembre 2023

8

centres de production
stratégiquement situés

800

employés sur
trois continents

4

centres de recherche-
développement

Siège social situé à

Montréal

Présence mondiale

Amérique du Nord

Canada

Montréal ●●●

États-Unis

Bridgeport ●●

St. George ●●●

Europe

Allemagne

Eisenhüttenstadt ●

Heilbronn ●●●●

Lübeck ●●●●

Asie

Chine

Hong Kong ●

Shangyu ●●

Laos

Vientiane ●

Malaisie

Kulim ●

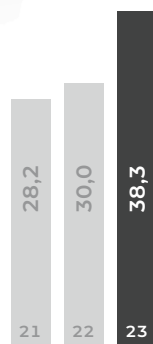
● Activités de vente ● Fabrication ● Recherche-développement

Faits saillants



Produits

(en millions de dollars)



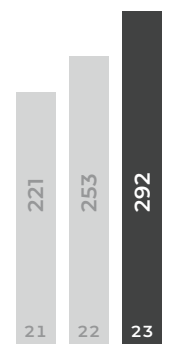
BAIIA ajusté⁽¹⁾

(en millions de dollars)



Marge brute ajustée⁽¹⁾

(en pourcentage)



Carnet de commandes⁽¹⁾

(nombre de jours en fonction des produits annualisés du dernier trimestre)

(1) Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Pour un rapprochement entre ces montants et les mesures conformes aux normes IFRS les plus directement comparables, se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion 2023 qui peut être consulté sur le site SEDAR+, à l'adresse [sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca).

Tous les montants du présent document sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Croissance et rentabilité

Au nom du conseil d'administration, je suis heureux de pouvoir mettre en lumière les réalisations de 5N+ en 2023. Nous prenons très au sérieux notre responsabilité de surveillance de la Société, et guidons notamment l'équipe de direction en lui prodiguant des conseils stratégiques pour favoriser la gestion responsable et durable, ainsi que la croissance, de la Société.

Nous sommes très fiers de ce que l'équipe a accompli ces dernières années, non seulement avec la mise en œuvre de sa stratégie d'entreprise, mais également dans l'atteinte de ses objectifs. Plus d'un an après sa mise en place par la direction, le programme d'excellence commerciale génère un fort rendement des investissements sur les marchés à fort potentiel de croissance, grâce à une combinaison judicieuse de produits. Constamment orientés sur la croissance à valeur ajoutée et conjugués à nos relations clients bien établies et à nos contrats à long terme, ces efforts ont permis d'améliorer la rentabilité et les marges, en plus d'offrir une meilleure prévisibilité des résultats.

Alors que nous tirons parti de nos avantages concurrentiels uniques et de la demande élevée dans plusieurs de nos principaux secteurs d'exploitation, notamment les énergies renouvelables terrestres et l'énergie solaire spatiale, nous croyons que cette stratégie devrait continuer à offrir de la valeur à long terme aux actionnaires. Dotée d'une équipe de direction solide et stable, la Société est en bonne position pour bénéficier encore de cette stratégie en 2024 et par la suite.



Dotée d'une équipe de direction solide et stable, la Société est en bonne position pour bénéficier encore de cette stratégie en 2024 et par la suite.



En tant qu'actionnaires, soyez assurés que votre conseil d'administration reste fidèle à son devoir de gouvernance, particulièrement par la mise en place et la revue des politiques et processus du conseil et de la Société. Le conseil a procédé à une refonte complète de ses chartes et lignes directrices en 2021, et il continue d'examiner régulièrement ses politiques pour s'assurer qu'elles reflètent les meilleures pratiques.

Cherchant constamment à renforcer le conseil d'administration, nous nous engageons à maintenir au sein du conseil la diversité et les compétences nécessaires pour soutenir la croissance et l'évolution de la Société. C'est dans cette optique que, en février 2023, Blair Dickerson s'est jointe à nous. Grâce à son expérience dans le secteur des ressources et à son savoir-faire en matière de développement durable, de communications, d'affaires publiques et de politiques publiques, M^{me} Dickerson contribue de façon inestimable à nos délibérations. Nous voulons doter le conseil de leaders de premier plan possédant une expérience pertinente tout en maintenant un équilibre entre l'expérience passée et les perspectives nouvelles pour répondre aux besoins actuels et futurs de la Société.



En matière de développement durable, la Société a publié en 2023 son premier rapport complet sur le développement durable, et le conseil a officiellement chargé le comité de gouvernance et de rémunération de la surveillance des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Dans le cadre de nos initiatives de gestion des risques d'entreprise, nous avons déjà confié au comité d'audit et de gestion des risques la responsabilité de la surveillance des risques climatiques. Tandis que nous nous préparons à l'arrivée imminente de nouvelles exigences réglementaires, nous continuerons de garder à l'esprit ces facteurs importants au moment de prendre nos décisions. Ajoutons que nous contribuons à la création d'un avenir durable dans nos propres activités et grâce aux produits que nous aidons à mettre en marché.

Alors que nous entamons 2024, au nom du conseil, j'aimerais remercier chaleureusement la direction et toute l'équipe de 5N+ pour leurs réalisations exceptionnelles de la dernière année et leur engagement à mettre en application avec rigueur notre stratégie de croissance durable. Comme toujours, la direction et le conseil tiennent à remercier les actionnaires de la Société, pour leur confiance et leur soutien.

Au nom du conseil d'administration,

Luc Bertrand
Président du conseil

Conseil d'administration



Luc Bertrand
Administrateur de sociétés
Québec, Canada
Administrateur depuis janvier 2016



Jean Marie Bourassa
Administrateur de sociétés
Québec, Canada
Administrateur depuis décembre 2007



Nathalie Le Prohon
Présidente,
IBM Québec Technologies
Québec, Canada
Administratrice depuis mai 2014



Blair Dickerson
Vice-présidente,
Affaires publiques canadiennes,
Papier Excellence Canada
Ontario, Canada
Administratrice depuis février 2023



Gervais Jacques
Président et chef de la direction
Québec, Canada
Administrateur depuis mai 2020

Croître, d'année en année

Croître, d'année en année

Le dernier exercice a été marqué par une amélioration des marges et des résultats, ainsi que par l'utilisation de nos matériaux de pointe dans des projets historiques, sur Terre comme dans l'espace. Nous pouvons être fiers de nos réalisations, et c'est avec confiance que nous entamons l'exercice 2024, qui s'annonce prometteur. J'en profite pour souligner le travail exceptionnel de toute notre équipe, qui a su mettre en œuvre notre stratégie de croissance et répondre aux exigences particulières de nos clients exerçant leurs activités dans des marchés finaux critiques et à forte croissance.

Les changements stratégiques des dernières années, conjugués à la forte demande dans nos principaux secteurs, ont porté fruit et nous ont permis d'obtenir d'excellents résultats financiers en 2023, malgré les incertitudes macroéconomiques. De plus, notre modèle d'affaires nous donne désormais une meilleure visibilité et nous permet de mieux prédire notre performance, laquelle devrait continuer de croître d'année en année.

Une solide performance financière

Conformément à nos projections, nous avons généré un BAIIA ajusté de 38,3 millions de dollars pour 2023, soit une hausse de 28% d'un exercice à l'autre, ce qui représente la meilleure performance du BAIIA ajusté communiqué par la Société depuis sa création. La marge brute ajustée s'est établie à 29,0% en 2023, en hausse par rapport à 23,7% en 2022. Nous avons clôturé l'exercice avec un carnet de commandes encore plus élevé qu'à la fin de l'exercice précédent, en plus de réduire davantage notre endettement.

Notre secteur Semiconducteurs spécialisés continue de contribuer largement à notre essor important, grâce à la demande accrue dans les secteurs à forte croissance que sont l'énergie solaire spatiale et l'énergie renouvelable terrestre. Cette année, nos produits ont été utilisés dans des projets particulièrement intéressants, notamment la mission indienne d'exploration lunaire Chandrayaan-3, la mission à destination de Jupiter de l'Agence spatiale européenne et le projet de stockage d'énergie de longue durée de prochaine génération le plus important du monde, lancé par RayGen en Australie.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, les résultats et les marges se sont considérablement améliorés à la suite de notre retrait stratégique du secteur des produits d'extraction et de catalyse, au deuxième semestre de 2022. Nous croyons que la croissance future de ce secteur proviendra principalement des marchés des soins de santé et des produits pharmaceutiques.

Nous continuerons également d'étudier des projets d'élargissement de la gamme de produits ainsi que des initiatives de développement, qu'ils soient menés de manière indépendante ou au moyen de partenariats.

Excellence commerciale et opérationnelle

Notre solide performance financière témoigne de notre engagement à offrir une combinaison de produits à valeur ajoutée pour répondre aux besoins des segments de marché à forte croissance, de notre expertise poussée, de notre excellence commerciale et de notre approche en matière de partenariats. Elle découle également de l'avantage concurrentiel que nous confère notre situation géographique, qui fait de nous un fournisseur de matériaux de pointe de premier plan et un partenaire de confiance pour de grandes entreprises, des agences spatiales à l'échelle internationale et des gouvernements occidentaux.

Notre programme d'excellence commerciale nous a permis de bâtir des relations d'affaires et des partenariats stratégiques durables. Notre solide carnet de commandes, qui représentait 292 jours au 31 décembre 2023, soit une hausse de 8 jours par rapport au trimestre précédent et une hausse 39 jours par rapport au 31 décembre 2022, témoigne de notre succès. Notre approche nous permet d'être une partie intégrante et essentielle des solutions de nos clients, et de travailler en collaboration avec eux à la fabrication de produits novateurs qui répondent à leurs besoins particuliers.

Sur le plan opérationnel, nous continuons d'investir dans notre capacité de production pour répondre à la demande croissante et exécuter les contrats de notre carnet de commandes bien rempli. En 2023, nous avons augmenté notre capacité de 40% afin de servir le secteur de l'énergie renouvelable, et nous comptons encore l'augmenter de 60% en 2024. Quand ce sera fait, nous aurons doublé notre capacité de production afin de servir ce secteur critique. Pour ce qui est du secteur des technologies liées à l'énergie solaire spatiale, nous effectuons également des investissements en vue d'augmenter la capacité de production de 30% en 2024. Enfin, tandis que nous nous procurons des matières complexes additionnelles et de sources secondaires pour la valorisation de minéraux critiques, nous nous attendons à ce que les activités de recyclage et d'affinage récemment élargies à Montréal tournent à plein régime en 2024.



Progrès en matière de développement durable

Que l'on pense à nos produits, qui permettent le développement de nouvelles solutions énergétiques essentielles, ou à notre engagement à l'égard de l'économie circulaire, le développement durable fait partie intégrante de nos activités.

L'an dernier, nous avons publié notre premier rapport sur le développement durable, qui présentait nos priorités et notre engagement à mener des activités responsables et durables. Depuis, nous avons pris d'autres mesures pour nous aligner sur des normes ESG reconnues, notamment les recommandations du GIFCC, en procédant à des évaluations des risques climatiques additionnelles qui serviront à mieux orienter notre stratégie de gestion des changements climatiques et de l'énergie. De plus, nous nous employons, à l'échelle de la Société, à améliorer le suivi et la communication des informations, notamment sur les émissions de GES, à réduire notre empreinte carbone et à nous assurer du respect des nouvelles exigences législatives mondiales. En outre, nous avons été plus actifs auprès de nos fournisseurs en 2023 sur les questions ESG et avons publié notre premier rapport sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement. Nous comptons présenter en détail les progrès accomplis au chapitre du développement durable dans notre deuxième rapport annuel sur le développement durable.

Vers une croissance soutenue

En même temps que nous augmentons notre capacité afin d'exécuter nos contrats et poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie, nous miserons sur les réussites de 2023 pour améliorer encore nos résultats. Les records sont faits pour être battus, et c'est bien ce que nous entendons faire dans les prochaines années, car nous restons persuadés que l'avenir nous réserve encore de belles occasions, de croissance notamment. Grâce à notre programme d'excellence commerciale et à notre approche clients, nous pourrions renforcer notre position de fournisseur essentiel de matériaux de pointe pour des industries critiques présentant des perspectives de croissance certaines.

Pour conclure, j'aimerais remercier toute l'équipe pour son engagement à l'égard de notre stratégie de croissance, les membres de notre conseil d'administration pour leur encadrement et leurs conseils, ainsi que nos clients et nos partenaires pour la confiance qu'ils placent dans nos produits et processus. C'est à eux tous que nous devons notre remarquable performance cette année. Enfin, je tiens à remercier nos actionnaires pour leur soutien et leur grande confiance. Nous nous réjouissons à l'idée de continuer de créer de la valeur pour toutes nos parties prenantes, tout en maintenant un rythme de croissance sans précédent.

Gervais Jacques
Président et chef de la direction

Comité de direction



Gervais Jacques
Président et chef
de la direction
depuis mars 2022



Richard Perron
Chef de la direction
financière
depuis mars 2014



Roland Dubois
Chef de la direction
commerciale et
vice-président
directeur,
Semiconducteurs
spécialisés
depuis
septembre 2022



Paul Tancell
Vice-président
directeur, Matériaux
de performance
depuis février 2017

Matériaux avancés pour applications critiques

Matériaux de haute performance



Santé et pharmaceutique

Nous fabriquons des produits chimiques à base de bismuth, non toxiques pour la santé humaine ou l'environnement, qui sont essentiels à la création de produits destinés aux soins quotidiens des êtres humains. Nos produits à base de bismuth sont utilisés comme ingrédients pharmaceutiques actifs dans les antiacides et les crèmes antibiotiques en vente libre, ainsi que dans diverses applications de produits cosmétiques.



Matériaux techniques

Que ce soit en tant que substitut pour les métaux lourds toxiques présents dans différentes applications ou en tant qu'alliages et produits chimiques spécialisés, nos matériaux techniques sont personnalisables et essentiels à un large éventail d'industries, de l'aviation à l'optique.

Au cours des dernières années, 5N+ a modifié sa combinaison de produits afin d'offrir des produits à valeur ajoutée aux marchés finaux essentiels et ceux à forte croissance. Nos processus uniques et exclusifs et notre expertise technologique de calibre mondial nous permettent de créer des matériaux avancés à la base d'une vaste gamme d'applications.

Semiconducteurs spécialisés



Énergie renouvelable terrestre

Nous sommes un fournisseur de premier plan du secteur des énergies renouvelables, et nos semiconducteurs spécialisés sont essentiels dans la transition vers un avenir durable. Des gigawatts de panneaux solaires intégrant nos matériaux sont installés dans des projets à grande échelle, et nos produits convertissent l'énergie solaire en énergie renouvelable, fournissant ainsi de l'électricité aux consommateurs partout dans le monde. De plus, nos matériaux sont également utilisés dans des infrastructures de stockage d'énergie de prochaine génération.



Énergie solaire spatiale

Nos substrats de germanium de haute pureté et nos substrats semiconducteurs avec couches épitaxiales sont utilisés dans la fabrication de cellules solaires photovoltaïques à très haut rendement, pour la production d'énergie solaire spatiale et des systèmes photovoltaïques à concentration. Nos matériaux sont fréquemment mis en orbite afin d'alimenter des satellites, ainsi que divers véhicules spatiaux.



Imagerie et détection

Nos matériaux sont utilisés pour fabriquer des détecteurs de radiation dans les applications médicales, infrarouges et d'imagerie terrestre pour le secteur médical, et les secteurs de la sécurité et de la défense, et contribuent à réduire l'exposition des patients aux rayons X et à assurer la sécurité des pays.

Pour un avenir durable

5N+ est déterminée à être une source fiable de matériaux performants de haute pureté et de semiconducteurs spécialisés servant à l'élaboration de produits novateurs essentiels à la vie quotidienne, de la conversion de l'énergie solaire en électricité aux ingrédients pharmaceutiques actifs.

Depuis le début, nous incorporons le développement durable dans nos activités et avons mis en place de solides pratiques et chaînes d'approvisionnement. Nous voulons continuer de contribuer à favoriser un avenir durable en étant à l'avant-plan de l'économie durable, en soutenant les industries critiques et les nouvelles technologies et en assumant notre responsabilité envers les collectivités.

Au début de 2023, nous avons publié notre premier rapport complet sur le développement durable et comptons continuer de présenter chaque année nos progrès vers la réalisation de nos objectifs et engagements renouvelés.

Modèle durable en boucle fermée





Solides ressources en recherche-développement

Le développement de nouvelles technologies est essentiel pour pouvoir relever les défis qui nous guettent à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne les avancées médicales et l'efficacité énergétique. 5N+ possède de solides ressources en recherche-développement et compte des équipes techniques de calibre mondial stratégiquement situées dans plusieurs pays, à proximité des fournisseurs et des clients. Nous nous engageons à répondre aux besoins de notre clientèle et de leurs marchés finaux, en nous efforçant sans cesse de perfectionner nos procédés, de mettre au point de nouveaux matériaux ou d'optimiser le processus de commercialisation de nos produits.

Technologies exclusives et procédés rigoureux

5N+ est un fabricant intégré de matériaux avancés grâce à des technologies de procédés uniques et exclusives. Nous détenons plusieurs certifications en lien avec différents aspects de nos activités, ce qui témoigne de notre engagement à respecter des normes élevées en matière de santé et sécurité, de qualité, d'énergie, d'environnement et de gestion des ressources. Nous tirons parti de la solidité de notre plateforme technologique et de nos compétences pour arriver premiers sur le marché et procéder à des améliorations continues.

Approvisionnement responsable et suprarecyclage

5N+ applique une approche intégrée fondée sur le cycle de vie pour la gestion des matériaux. Nous possédons une expertise poussée et des technologies uniques en matière de récupération, de traitement et de valorisation des ressources dégradées et avons mis sur pied un programme de recyclage des minéraux qui s'étend sur trois continents. De plus, nous investissons continuellement dans l'approvisionnement durable de nos matières premières.

Nous nous procurons des matières résiduelles contenant de faibles teneurs en métaux critiques auprès de fournisseurs en amont. Nous procédons ensuite à l'extraction des métaux critiques pour mettre au point et fabriquer des matériaux innovants pour nos clients. En procédant au suprarecyclage de sous-produits provenant d'autres secteurs, nous contribuons à réduire les déchets en encourageant la réutilisation, tout en élargissant notre marché source, ce qui nous permet de renforcer et de diversifier notre chaîne d'approvisionnement.

Nos certifications ISO par centre de production

	ISO 9001	ISO 14001	ISO 45001	ISO 50001
Eisenhüttenstadt (Allemagne)	●	●		●
Heilbronn (Allemagne)	●	●	●	
Lübeck (Allemagne)	●			●
Montréal (Canada)	●	●	●	
Shangyu (Chine)	●	●	●	
St. George (États-Unis)	●			

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N+ ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« normes IFRS de comptabilité » ou « IFRS »), à moins d'indication contraire. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 27 février 2024, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales. Le « T4 2023 » et le « T4 2022 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2023 et 2022, et l'« E 2023 » et l'« E 2022 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2023 et 2022.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures financières et les ratios financiers non conformes aux IFRS comprennent : le carnet de commandes, les nouvelles commandes, le BAIIA, la marge du BAIIA en pourcentage, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges d'exploitation ajustées, le résultat net ajusté, le résultat de base ajusté par action, la marge brute ajustée, la marge brute ajustée en pourcentage, le total de la dette, la dette nette, le ratio dette nette/BAIIA, le fonds de roulement et le ratio du fonds de roulement.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour les définitions, d'autres informations et les rapprochements aux mesures conformes aux normes IFRS de comptabilité les plus directement comparables.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses que la Société juge raisonnables lorsqu'elles sont formulées, notamment que 5N+ sera en mesure de maintenir en poste et d'embaucher du personnel clé et de préserver les relations avec ses clients, ses fournisseurs et ses autres partenaires commerciaux; que 5N+ continuera de mener ses activités dans le cours normal des affaires; que 5N+ sera en mesure de mettre en œuvre sa stratégie de croissance; que 5N+ réussira à traiter les commandes de son carnet de commandes en temps opportun; que 5N+ ne subira pas de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ou de perturbations importantes de l'approvisionnement en matières premières à des conditions concurrentielles; que 5N+ sera en mesure de générer de nouvelles ventes, de produire, de livrer et de vendre des produits aux volumes et aux prix prévus et de contrôler ses coûts; ainsi que sur d'autres facteurs jugés appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et ces hypothèses se révéleront exactes. Ces énoncés ne constituent pas une garantie du rendement futur, reposent sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : taux d'intérêt, monnaies étrangères, crédit, liquidité, conjoncture économique mondiale, activités internationales, notamment en Chine, réglementation environnementale, gestion des crises et des risques liés aux changements climatiques, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), santé et sécurité, prolongation du conflit armé en Ukraine, épidémies, disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés, conventions collectives, litiges, stratégie de croissance de la Société, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, perte d'un client important, variations du carnet de commandes, acquisitions, défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques, protection des données à caractère personnel, valeur de marché des actions ordinaires ainsi que subventions et autres programmes incitatifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 27 février 2024.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion se produiront ou, s'ils se

produisent, quels seront les avantages que 5N+ pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N+. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont valables en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour ces énoncés prospectifs afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N+ est un chef de file mondial dans la production de semi-conducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. 5N+, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semi-conducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Les activités du secteur Semi-conducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semi-conducteurs, de substrats semi-conducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semi-conducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semi-conducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, d'additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous « Siège social ».

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants pour le quatrième trimestre de 2023 et l'exercice 2023 – Un exercice propice à une croissance solide et soutenue

Tout au long de l'exercice 2023, la mise en œuvre par 5N+ de sa stratégie de croissance axée sur la fourniture de produits à marge élevée et à plus forte valeur ajoutée dans ses secteurs Semiconducteurs spécialisés et Matériaux de haute performance a été un succès. Le BAIIA ajusté¹ record communiqué et la marge brute solide pour l'exercice 2023 prouvent que la Société tire efficacement parti de sa position de fournisseur à l'extérieur de la Chine dans le domaine des technologies liées à l'énergie solaire spatiale et à l'énergie renouvelable terrestre. Tandis que la direction continue de mettre en œuvre son programme d'excellence commerciale, qui a permis à la Société de renforcer ses relations clients et de maintenir un carnet de commandes¹ bien rempli, les investissements dans la capacité de production permettront à la Société d'exécuter les nombreux contrats déjà conclus pour 2024 et 2025.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

La Société a répondu aux attentes qu'elle s'était fixées en affichant une excellente performance pour l'exercice 2023, le BAIIA ajusté ayant atteint son niveau le plus élevé communiqué depuis la création de la Société. La Société a généré une croissance du BAIIA ajusté de 35 % pour le quatrième trimestre de 2023 et de 28 % pour l'exercice 2023, par rapport aux périodes correspondantes de 2022. La marge brute ajustée¹ s'est établie à 29,0 % pour l'exercice 2023, par rapport à 23,7 % pour l'exercice 2022, grâce au programme d'excellence commerciale, axé sur l'amélioration des marges, le développement des produits à valeur ajoutée et une approche orientée clients. 5N+ a également terminé l'exercice avec un carnet de commandes particulièrement bien rempli pour le secteur Semiconducteurs spécialisés.

Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, les produits ont augmenté de 13,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023 et de 34,6 M\$ pour l'exercice 2023, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a augmenté de 31 % pour le quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022 et de 13 % pour l'exercice complet.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, l'abandon des produits d'extraction et de catalyse à faible marge au deuxième semestre de 2022 a continué de se répercuter sur les résultats. Ainsi, pour le quatrième trimestre de 2023 et l'exercice 2023, les produits ont été moins élevés comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Grâce à une meilleure combinaison de produits, le BAIIA ajusté du secteur a toutefois augmenté de 15 % pour le quatrième trimestre de 2023 et de 27 % pour l'exercice 2023, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La Société a continué d'investir dans l'expansion de sa capacité et des stocks afin de répondre à la demande croissante dans son secteur Semiconducteurs spécialisés, et elle a été en mesure de réduire sa dette nette¹ de 4,5 M\$ en 2023.

En 2023, 5N+ a investi dans le secteur de l'énergie renouvelable pour augmenter sa capacité de 40 % par rapport à 2022 et, en 2024, elle compte augmenter sa capacité d'un autre 60 %. Quand ce sera fait, la Société aura doublé sa capacité de production afin de servir ce secteur critique. Les autres plans d'accroissement de la capacité pour 2024 avancent comme prévu, la Société s'étant engagée à augmenter la capacité de production d'AZUR SOLAR Space GmbH (« AZUR ») de 30 % pour répondre à la forte demande du secteur de l'énergie solaire spatiale. 5N+ a également travaillé activement à l'établissement de matières complexes additionnelles et de sources secondaires pour la valorisation de minéraux critiques, et la direction s'attend à ce que les activités de recyclage et d'affinage tournent à plein régime en 2024.

Faits saillants

- Pour le quatrième trimestre de 2023, les produits ont atteint 65,1 M\$, comparativement à 61,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de 7 % est principalement attribuable à la hausse de la demande dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, contrebalancée par une baisse des produits dans le secteur Matériaux de haute performance à la suite de l'abandon stratégique par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge en 2022.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Pour le quatrième trimestre de 2023, le résultat net a été de 2,3 M\$, comparativement à une perte nette de 8,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, le résultat net a été de 15,4 M\$, comparativement à une perte nette de 23,0 M\$ pour l'exercice 2022.
- Pour le quatrième trimestre de 2023, la Société a généré un BAIIA ajusté de 9,0 M\$, en hausse de 35 % par rapport à 6,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2023, le BAIIA ajusté s'est établi à 38,3 M\$, soit une hausse de 28 % par rapport à 30,0 M\$ pour l'exercice 2022.
- Pour l'exercice 2023, la marge brute ajustée s'est établie à 29,0 %, par rapport à 23,7 % pour l'exercice 2022.
- Au 31 décembre 2023, le carnet de commandes représentait 292 jours de produits annualisés, en hausse de 8 jours par rapport au trimestre précédent et de 39 jours par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la demande accrue dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale.
- La dette nette s'établissait à 73,8 M\$ au 31 décembre 2023, par rapport à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022. Le ratio dette nette/BAIIA¹ s'établissait à 1,69x au 31 décembre 2023.

Perspectives

Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, 5N+ continue de tirer parti de sa position privilégiée à titre de premier fournisseur mondial de composés semiconducteurs de très grande pureté à l'extérieur de la Chine. De plus, grâce à son expertise pointue et à sa présence mondiale avantageuse, elle assure une chaîne d'approvisionnement fiable. Les produits de la Société entrent dans la fabrication d'une vaste gamme de technologies utilisées dans des applications essentielles et des produits d'usage courant.

La croissance de la demande demeure la règle dans les marchés finaux du secteur Semiconducteurs spécialisés, particulièrement ceux de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. Cela permet à 5N+ de bien se positionner pour profiter d'occasions futures dans ces secteurs à forte croissance, ainsi que dans d'autres marchés, tels que ceux de la défense, de la sécurité et de l'imagerie médicale, et de tirer parti de partenariats à long terme avec ses principaux clients.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, la direction s'attend à une croissance provenant de la santé et des produits pharmaceutiques, qui génèrent une rentabilité élevée et des flux de trésorerie prévisibles. Des projets d'élargissement de la gamme de produits et de développement de nouveaux produits, notamment au moyen de partenariats, devraient susciter d'autres occasions à long terme.

De plus, la direction continue de chercher des occasions d'accroître son efficacité opérationnelle et d'explorer diverses possibilités d'acquisitions et de partenariats afin de favoriser sa propre croissance interne et de renforcer sa position de chef de file sur le marché.

Placée à l'avant-scène grâce à la mise en application réussie de sa stratégie d'affaires au cours des dernières années, à l'amélioration de sa combinaison de produits et à la solidité de son carnet de commandes, la direction est résolue à soutenir la croissance du BAIIA ajusté et l'amélioration de ses marges.

Pour atteindre ces objectifs, 5N+ poursuivra la mise en application de sa stratégie axée sur les occasions d'affaires à valeur ajoutée et de son programme d'excellence commerciale, en profitant des avantages concurrentiels découlant de sa position unique tant sur le plan géographique que grâce à son savoir-faire. Forte de son approche clients et de sa réputation de partenaire de confiance dans le développement et la fabrication de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance, la Société continuera également d'investir de façon méthodique dans sa capacité de production pour servir les marchés à forte croissance et les clients stratégiques à l'échelle mondiale.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Produits	65 063	61 042	242 371	264 223
Charges d'exploitation ajustées ¹	(56 030)	(54 337)	(204 048)	(234 195)
BAIIA ajusté	9 033	6 705	38 323	30 028
(Charge) recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions	(414)	171	(1 432)	(999)
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration	(458)	(3 210)	8 314	(3 823)
Dépréciation des actifs non courants	(64)	-	(672)	(12 478)
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(1 051)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	(7 834)	-	(7 834)
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(216)
(Pertes) profits de change et au titre de dérivés	(361)	497	136	(42)
BAIIA¹	7 736	(3 671)	43 618	4 636
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 129	716	8 834	5 192
Amortissement	4 057	4 051	16 110	17 732
Résultat avant impôt sur le résultat	1 550	(8 438)	18 674	(18 288)
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	612	43	6 674	6 865
Différé	(1 346)	(335)	(3 399)	(2 154)
	(734)	(292)	3 275	4 711
Résultat net	2 284	(8 146)	15 399	(22 999)
Résultat de base par action	0,03 \$	(0,09) \$	0,17 \$	(0,26) \$
Résultat dilué par action	0,03 \$	(0,09) \$	0,17 \$	(0,26) \$

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	Variation	E 2023	E 2022	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	45 661	31 951	43 %	156 479	121 918	28 %
Matériaux de haute performance	19 402	29 091	(33) %	85 892	142 305	(40) %
Total des produits	65 063	61 042	7 %	242 371	264 223	(8) %
Coût des ventes	(49 677)	(47 909)	4 %	(184 833)	(215 715)	(14) %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 189	3 155	1 %	12 656	14 208	(11) %
Marge brute ajustée	18 575	16 288	14 %	70 194	62 716	12 %
Marge brute ajustée en pourcentage¹	28,5 %	26,7 %		29,0 %	23,7 %	

Pour le quatrième trimestre de 2023, les produits ont augmenté de 7 % pour atteindre 65,1 M\$, comparativement à 61,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance du secteur Semiconducteurs spécialisés soutenue par la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable et de l'énergie spatiale, qui a permis de compenser les produits moins élevés du secteur Matériaux de haute performance à la suite de l'abandon stratégique par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge au deuxième semestre de 2022 et du dessaisissement connexe de sa filiale à Tilly, en Belgique, au cours du quatrième trimestre de 2022.

Pour l'exercice 2023, la marge brute ajustée a été avantagée par la combinaison de produits au niveau consolidé, soutenue par le programme d'excellence commerciale de la Société mis en œuvre au cours de l'exercice précédent et l'abandon par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge. La marge brute ajustée s'est établie à 18,6 M\$, ou 28,5 %, par rapport à 16,3 M\$, ou 26,7 %, pour le quatrième trimestre de 2022. Elle s'est établie à 70,2 M\$, ou 29,0 % pour l'exercice 2023, comparativement à 62,7 M\$ ou 23,7 % pour l'exercice 2022.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2023, les produits ont atteint 45,7 M\$, comparativement à 32,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, les produits ont atteint 156,5 M\$, par rapport à 121,9 M\$ pour l'exercice 2022, du fait de l'augmentation de la demande dans des secteurs spécifiques. La marge brute ajustée s'est établie à 26,7 % pour le quatrième trimestre de 2023, comparativement à 31,0 % pour le quatrième trimestre de 2022, en raison d'une composition des ventes moins favorable. Pour l'exercice 2023, la marge brute ajustée s'est établie à 26,3 %, par rapport à 28,1 % pour l'exercice 2022.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2023, les produits ont atteint 19,4 M\$, comparativement à 29,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, les produits ont atteint 85,9 M\$, par rapport à 142,3 M\$ pour l'exercice 2022. Cette diminution est principalement attribuable à l'abandon stratégique par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge au cours du deuxième semestre de 2022 et au dessaisissement connexe de sa filiale à Tilly, en Belgique, au cours du quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, la marge brute ajustée s'est établie à 34,6 %, par rapport à 20,4 % pour l'exercice 2022.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	Variation	E 2023	E 2022	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	7 480	5 690	31 %	27 544	24 318	13 %
Matériaux de haute performance	4 615	3 997	15 %	21 948	17 277	27 %
Siège social	(3 062)	(2 982)	3 %	(11 169)	(11 567)	(3) %
BAIIA ajusté	9 033	6 705	35 %	38 323	30 028	28 %
BAIIA	7 736	(3 671)		43 618	4 636	
Résultat d'exploitation	4 040	(8 219)		27 372	(13 054)	

Pour le quatrième trimestre de 2023, la Société a généré un BAIIA ajusté de 9,0 M\$, en hausse de 2,3 M\$, ou 35 %, par rapport à 6,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, la Société a généré un BAIIA ajusté de 38,3 M\$, soit une hausse de 28 % par rapport à 30,0 M\$ pour l'exercice 2022.

Pour le quatrième trimestre de 2023, le BAIIA s'est établi à 7,7 M\$, contre -3,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. L'augmentation de 11,4 M\$ s'explique principalement par une perte sur le dessaisissement de la filiale de la Société à Tilly, en Belgique, et par la hausse des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration comptabilisés au quatrième trimestre de 2022 par la Société. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Pour le quatrième trimestre de 2023, le résultat d'exploitation a été de 4,0 M\$, par rapport à une perte d'exploitation de 8,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, le résultat d'exploitation a été de 27,4 M\$ par rapport à une perte d'exploitation de 13,1 M\$ pour l'exercice 2022.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2023, le BAIIA ajusté du secteur Semiconducteurs spécialisés a augmenté de 1,8 M\$, ou 31 %, pour s'établir à 7,5 M\$. Pour l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,2 M\$ pour atteindre 27,5 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 18 %, comparativement à 20 % pour la période correspondante de 2022.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,6 M\$, ou 15 %, pour atteindre 4,6 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 24 %, comparativement à 14 % pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,7 M\$ pour atteindre 21,9 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 26 %, comparativement à 12 % pour la période correspondante de 2022. Cette augmentation est principalement attribuable à l'abandon stratégique par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022 et au dessaisissement connexe de sa filiale à Tilly, en Belgique, au cours du quatrième trimestre de 2022.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	2 284	(8 146)	15 399	(22 999)
Résultat de base par action	0,03 \$	(0,09) \$	0,17 \$	(0,26) \$
Éléments de rapprochement :				
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	414	(171)	1 432	999
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	458	3 210	(8 314)	3 823
Dépréciation des actifs non courants	64	-	672	12 478
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	1 051	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	7 834	-	7 834
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	216
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(226)	(595)	(854)	(2 618)
Résultat net ajusté¹	2 994	2 132	9 386	(267)
Résultat de base ajusté par action¹	0,03 \$	0,02 \$	0,11 \$	- \$

Pour le quatrième trimestre de 2023, le résultat net a été de 2,3 M\$, ou 0,03 \$ par action, comparativement à une perte nette de 8,1 M\$, ou 0,09 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2022. Le résultat net ajusté a été de 3,0 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2023, par rapport à 2,1 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2022.

Pour l'exercice 2023, le résultat net a été de 15,4 M\$, ou 0,17 \$ par action, comparativement à une perte nette de 23,0 M\$, ou 0,26 \$ par action, pour l'exercice 2022. Le résultat net ajusté a été de 9,4 M\$, ou 0,11 \$ par action, pour l'exercice 2023, par rapport à une perte nette ajustée de 0,3 M\$, soit néant par action, pour l'exercice 2022.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2023 ont été la charge de rémunération à base d'actions et les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration. Pour l'exercice 2023, les éléments de rapprochement ont été la charge de rémunération à base d'actions, les produits associés aux litiges et aux activités de restructuration de 8,3 M\$, une charge de dépréciation au titre des actifs non courants de 0,7 M\$ et la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles de 1,1 M\$. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

(en milliers de dollars américains)	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2023	T3 2023	T4 2022	T4 2023	T3 2023	T4 2022
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	174 957	167 709	129 710	52 909	50 710	57 325
Matériaux de haute performance	33 346	28 205	39 611	24 543	21 239	33 648
Total	208 303	195 914	169 321	77 452	71 949	90 973

(nombre de jours de produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
	T4 2023	T3 2023	T4 2022	T4 2023	T3 2023	T4 2022
Semiconducteurs spécialisés	350	365	365	106	111	164
Matériaux de haute performance	157	122	124	115	92	106
Moyenne pondérée	292	284	253	109	104	136

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2023 par rapport au troisième trimestre de 2023

Au 31 décembre 2023, le carnet de commandes représentait 292 jours de produits annualisés, en hausse de 8 jours par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2023.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 350 jours de produits annualisés, soit une baisse de 15 jours, ou 4 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2023, en raison du moment où a eu lieu la conclusion ou le renouvellement des contrats.

Le carnet de commandes marge brute ajustée du secteur Matériaux de haute performance représentait 157 jours de produits annualisés, ce qui correspond à une hausse de 35 jours, ou 29 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2023, surtout en raison du moment où a eu lieu la conclusion ou le renouvellement des contrats, soit généralement au quatrième et au premier trimestre pour ce secteur.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 106 jours pour le quatrième trimestre de 2023, en baisse de 5 jours par rapport à 111 jours pour le troisième trimestre de 2023. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 115 jours pour le quatrième trimestre de 2023, soit une hausse de 23 jours, comparativement à 92 jours pour le troisième trimestre de 2023. Les nouvelles commandes sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Par conséquent, les facteurs expliquant l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes s'appliquent également à l'augmentation ou à la diminution des nouvelles commandes.

Quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Au 31 décembre 2023, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés était en baisse de 15 jours par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2023, le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 157 jours, en hausse de 33 jours par rapport à 124 jours au 31 décembre 2022.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont diminué de 58 jours en raison des facteurs mentionnés plus haut, et celles du secteur Matériaux de haute performance ont augmenté de 9 jours, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	F 2023	F 2022
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	4 057	4 051	16 110	17 732
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	8 699	7 183	29 410	28 565
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	414	(171)	1 432	999
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	458	3 210	(8 314)	3 823
Dépréciation des actifs non courants	64	-	672	12 478
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	1 051	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	7 834	-	7 834
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	216
Charges financières	2 490	219	8 698	5 234
(Recouvrement) charge d'impôt	(734)	(292)	3 275	4 711
Total des charges	15 448	22 034	52 334	81 592

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023 et à 16,1 M\$ pour l'exercice 2023, par rapport à respectivement 4,1 M\$ et 17,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2022. Cette baisse pour l'exercice 2023 découle principalement du fait que la Société s'est départie de ses activités à Tilly, en Belgique, au cours du quatrième trimestre de 2022.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 8,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023 et à 29,4 M\$ pour l'exercice 2023, par rapport à respectivement 7,2 M\$ et 28,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2022. Pour le quatrième trimestre de 2023, l'augmentation s'explique principalement par un besoin ponctuel de services de soutien externes, alors que pour l'exercice 2023, l'augmentation est surtout attribuable à la répercussion de l'inflation sur certaines charges, en partie contrebalancée par le fait que la Société s'est départie de ses activités à Tilly, en Belgique, au cours du quatrième trimestre de 2022.

Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions

La charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 0,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, par rapport à un recouvrement de 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, la charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 1,4 M\$, par rapport à 1,0 M\$ pour l'exercice 2022.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration

Pour le quatrième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 0,5 M\$ composés d'indemnités de départ et d'autres coûts connexes ainsi que d'une charge de 0,2 M\$ en lien avec une créance autre qu'une créance client devenue non recouvrable au cours du trimestre.

Au deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration de 8,8 M\$, ce qui correspondait au montant reçu de l'ancien actionnaire d'AZUR, déduction faite des charges connexes. Le montant reçu est conforme aux clauses de la convention d'achat d'actions et sans lien avec la performance d'AZUR après l'acquisition.

Pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de respectivement 3,2 M\$ et 3,8 M\$. Ces coûts comprennent un montant de 2,6 M\$ au titre du dessaisissement d'une filiale, un montant de 0,4 M\$ en lien avec la fermeture d'un site en Asie, un montant de 0,2 M\$ découlant de changements à l'équipe de haute direction de la Société comptabilisé au deuxième trimestre de 2022 et un montant de 0,4 M\$ pour le règlement d'un contrat à l'amiable comptabilisé au deuxième trimestre de 2022.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé, dans les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, un montant de 0,6 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de passer à du matériel de production de plus grande capacité.

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Matériaux de haute performance, un montant de 7,1 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (2,4 M\$ pour les bâtiments, 4,6 M\$ pour l'équipement et 0,1 M\$ pour le mobilier et les agencements) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations corporelles découlant de son intention de mettre fin aux activités de production à son installation de Tilly, en Belgique.

Au cours du premier trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, un montant de 5,4 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (5,1 M\$ pour les relations clients et 0,3 M\$ pour d'autres immobilisations incorporelles) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles tenant compte de l'incidence du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur les relations de la Société avec ses clients établis en Russie. Les hypothèses initiales de la Société relatives aux flux de trésorerie futurs provenant de ces clients ne peuvent plus être justifiées, compte tenu des sanctions internationales adoptées contre la Russie, ainsi que de l'incertitude entourant le conflit entre l'Ukraine et la Russie et sa durée indéterminée.

Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé une perte de 1,1 M\$ sur la sortie de matériel de production découlant d'une modification apportée par la Société aux exigences et aux fonctionnalités techniques. La Société s'est départie de ce matériel de production dans le cadre d'une transaction non monétaire avec un fournisseur en échange d'un crédit qui pourra être utilisé pour des achats futurs de matériel de production.

Perte sur le dessaisissement d'une filiale

Au cours du quatrième trimestre de 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA et a comptabilisé une perte sur le dessaisissement d'une filiale de 7,8 M\$. Se reporter à la rubrique « Dessaisissement de 5N Plus Belgium SA » pour de plus amples renseignements.

Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé une perte de 0,2 M\$ sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente en raison de la relocalisation prévue, au Canada, des activités de l'une des filiales de la Société en Asie, qui avait été annoncée au troisième trimestre de 2020.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, par rapport à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Cette variation défavorable découle en partie des produits d'intérêts gagnés au cours du quatrième trimestre de 2022 à la suite du règlement d'un arbitrage en fiscalité internationale en lien avec les activités que la Société exerçait dans deux pays. Elle s'explique également par des pertes de change et au titre de dérivés ayant été comptabilisées pour le quatrième trimestre de 2023, comparativement à des profits de change et au titre de dérivés pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges financières se sont établies à 8,7 M\$ pour l'exercice 2023, comparativement à 5,2 M\$ pour l'exercice 2022. Cette augmentation découle de la hausse importante des taux d'intérêt depuis le deuxième semestre de 2022 contrebalancée par des produits d'intérêts gagnés à la suite du règlement d'un arbitrage en fiscalité internationale au quatrième trimestre de 2022, comme il est décrit ci-dessus.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat avant impôt de 1,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023 et de 18,7 M\$ pour l'exercice 2023. Le recouvrement d'impôt s'est établi à 0,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023 et la charge d'impôt, à 3,3 M\$ pour l'exercice 2023, par rapport à un recouvrement d'impôt de 0,3 M\$ et une charge d'impôt de 4,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2022. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants de charge ou recouvrement des deux exercices.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :	5 883	4 447	32 051	13 498
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	5 891	8 958	(14 800)	10 243
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	11 774	13 405	17 251	23 741
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 097)	(8 895)	(12 362)	(18 994)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 029	(2 308)	(13 002)	2 409
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	125	317	128	(405)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 831	2 519	(7 985)	6 751

Pour le quatrième trimestre de 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 11,8 M\$, comparativement à 13,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 17,3 M\$ par rapport à 23,7 M\$ pour l'exercice 2022. La baisse observée pour l'exercice 2023 découle principalement d'une augmentation des soldes du fonds de roulement hors trésorerie visant à soutenir la croissance de la demande attendue pour 2024, en partie contrebalancée par une augmentation de 18,6 M\$ des flux de trésorerie d'exploitation pour l'exercice 2023 avant la variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie.

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 8,1 M\$, comparativement à 8,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 12,4 M\$, comparativement à 19,0 M\$ pour l'exercice 2022. La diminution de 6,6 M\$ pour l'exercice 2023 s'explique principalement par le produit tiré du règlement de la convention de dépôt indexé qui a été convertie au cours du premier trimestre de 2023, donnant lieu à l'encaissement d'un montant de 6,5 M\$ en trésorerie, en partie contrebalancé par l'augmentation de 1,2 M\$ des ajouts d'immobilisations corporelles en 2023 et une augmentation de la participation minoritaire de la Société dans Microbion Corporation (« Microbion ») pour un montant de 1,0 M\$. Par rapport à l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont subi les répercussions du moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu, notamment avec le projet Saint-Laurent à Montréal, au Canada, ainsi que des décaissements en lien avec le dessaisissement de la filiale de la Société à Tilly, en Belgique, en partie contrebalancés par le produit de 2,8 M\$ tiré de la sortie d'actifs détenus en vue de la vente au troisième trimestre de 2022.

Pour le quatrième trimestre de 2023, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 1,0 M\$ par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 2,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022. Pour l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 13,0 M\$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 2,4 M\$ pour l'exercice 2022. Cette variation de 15,4 M\$ s'explique en grande partie par les remboursements d'un montant de 7,5 M\$ au deuxième trimestre de 2023 et d'un montant de 5,0 M\$ au troisième trimestre de 2023 sur la facilité de crédit, alors que la Société avait emprunté un montant net de 5,0 M\$ au cours de l'exercice 2022. De plus, la Société a reçu de la trésorerie à la suite de l'émission d'actions ordinaires au cours de l'exercice 2023, tandis que les portions des paiements de loyers se rapportant au principal ont été semblables pour les deux périodes.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
Stocks	105 850	86 254
Autres actifs courants	76 113	100 908
Passif courant	(81 807)	(62 846)
Fonds de roulement¹	100 156	124 316
Ratio du fonds de roulement¹	2,22	2,98

La diminution du fonds de roulement de 24,2 M\$ par rapport au 31 décembre 2022 est principalement attribuable à la hausse du passif courant découlant de la présentation du prêt subordonné à terme de 25,0 M\$, échéant en mars 2024, dans la partie courante de la dette à long terme à partir du premier trimestre de 2023, contrebalancée par la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer. De plus, les stocks ont augmenté de 19,6 M\$ pour l'exercice 2023 pour mieux répondre à la demande, alors que les autres actifs courants ont diminué de 24,8 M\$.

Dettes nettes

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	108 500	121 000
Total de la dette¹	108 500	121 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(34 706)	(42 691)
Dettes nettes	73 794	78 309

Le total de la dette au 31 décembre 2023 s'établissait à 108,5 M\$, par rapport à 121,0 M\$ au 31 décembre 2022.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 4,5 M\$, pour s'établir à 73,8 M\$ au 31 décembre 2023, par rapport à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 706	42 691
Facilité de crédit renouvelable disponible	40 500	28 000
Sources de financement à court terme disponibles	75 206	70 691

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$ sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En février 2019, un prêt subordonné à terme d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

	Au 27 février 2023	Au 31 décembre 2023
Actions émises et en circulation	88 704 724	88 704 724
Options sur actions pouvant être émises	1 365 162	1 365 162

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement en trésorerie ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2023, dans le cadre du régime, la Société a attribué 155 873 unités d'actions restreintes (95 881 pour 2022), elle en a réglé 111 458 (146 549 pour 2022), et 3 000 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (13 110 pour 2022). Au 31 décembre 2023, 319 896 unités d'actions restreintes étaient en cours (278 481 pour 2022) dans le cadre du régime.

Aucune unité d'action liée au rendement n'a été attribuée ou réglée pour les exercices 2023 et 2022 et 200 000 unités d'actions liées au rendement ont été annulées au cours de l'exercice 2022. Aux 31 décembre 2023 et 2022, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2023 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2023		2022	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 598 938	1,91	825 968	2,46
Attribuées	140 712	2,74	772 970	1,33
Exercées	(374 488)	2,28	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	1 365 162	1,90	1 598 938	1,91
Exercables à la fin de l'exercice	458 454	2,10	457 749	2,41

Arrangements hors bilan

La Société a parfois recours à des arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 19 et 27 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2023 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	37 024	37 024	-	-	-	-	37 024
Dette à long terme	108 500	31 184	5 766	85 422	-	-	122 372
Obligations locatives	30 139	2 761	2 642	2 558	2 534	26 803	37 298
Total	175 663	70 969	8 408	87 980	2 534	26 803	196 694

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,6 M\$ au 31 décembre 2023 et de 0,9 M\$ au 31 décembre 2022.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Événement postérieur à la date de clôture

En janvier 2024, la Société a augmenté sa participation minoritaire dans Microbion en contrepartie d'un montant de 1,0 M\$. Au 31 décembre 2023, la participation de la Société dans Microbion était évaluée à 3,0 M\$.

Dessaisissement de 5N Plus Belgium SA

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA, dont les résultats étaient auparavant présentés dans le secteur Matériaux de haute performance, et a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7,8 M\$. La décision de cesser la production des produits à faible marge utilisés dans les applications d'extraction et de catalyse fait suite à la revue stratégique menée par la Société à l'égard de ses activités. Dans le cadre de la transaction, afin de permettre aux nouveaux propriétaires d'assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales et de couvrir d'autres coûts connexes, une provision de 2,6 M\$ a été comptabilisée dans les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration au cours du quatrième trimestre de 2022. De ce montant, une somme de 2,0 M€, ou 2,1 M\$, est détenue en mains tierces. Avant le dessaisissement, la Société avait comptabilisé, pour le troisième trimestre de 2022, une charge de dépréciation de 7,1 M\$ à l'égard de ses immobilisations corporelles alors qu'elle avait annoncé son intention de mettre fin aux activités de production de son installation de Tilly, en Belgique.

Si l'abandon par la Société de la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge et le dessaisissement de 5N Plus Belgium SA qui s'en est suivi avaient été conclus le 1^{er} janvier 2022, le BAIIA ajusté consolidé annuel aurait été plus élevé d'environ 2,0 M\$, et les produits du secteur Matériaux de haute performance auraient été moins élevés de 39,3 M\$.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N+ a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI), pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) à l'aide des critères du référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

En raison de leurs limites intrinsèques, les CPCI et le CIIF ne fournissent qu'une assurance raisonnable et il se peut qu'ils n'empêchent pas, ou ne détectent pas, toutes les anomalies ou toutes les erreurs.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a évalué les nouvelles normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers.

Changements futurs de méthodes comptables

Au 31 décembre 2023, la Société a évalué les nouvelles normes IFRS de comptabilité publiées, mais non encore en vigueur, et a déterminé qu'aucune ne s'appliquait à la Société compte tenu de ses activités actuelles.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont sensibles aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 26 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 19, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La juste valeur des instruments financiers était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	2023	2022
	\$	\$
Swap sur rendement total	591	-
Convention de dépôt indexé	-	5 517
Placement en instruments de capitaux propres	3 000	2 000
Placement affecté	603	620

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 0,8 M\$ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2023.

Monnaies étrangères

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de

dettes locales libellés en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2023, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2023 :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	489	1 999	67	34	36	9
Créances	1 662	6 594	-	-	1	-
Actifs financiers dérivés	591	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	-	2 212	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	603	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(12 987)	(9 349)	(436)	(116)	(166)	(55)
Obligations locatives	(6 360)	(297)	-	(69)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(16 605)	1 762	(369)	(151)	(129)	(46)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 10,4 M\$ et 0,5 M\$, pour une position nette de 9,9 M\$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 0,5 M\$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2023 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(830)	88	(18)	(8)	(6)	(2)
Affaiblissement de 5 %	830	(88)	18	8	6	2

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé,

la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de respectivement néant et 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continu des banques de la Société.

Risques et incertitudes

Dans le cours normal des activités, la Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. Deux fois par année, le comité d'audit, le service d'audit interne du siège social et les équipes de direction des sites ont le mandat de passer en revue tous les risques d'entreprise. Les risques et les mesures d'atténuation des risques sont présentés au comité d'audit et au conseil d'administration périodiquement. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Les risques et les incertitudes qui ne sont actuellement pas connus de la Société ou que la Société ne considère actuellement pas comme significatifs pourraient devenir significatifs dans le futur, nuire à ses activités commerciales ou entraîner un recul du cours de son action.

Conjoncture économique mondiale

La Société exerce ses activités dans un contexte économique volatil. Un niveau de volatilité plus élevé associé à la conjoncture économique mondiale actuelle et à la contraction des marchés du crédit pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables, ainsi que sur l'évaluation des titres de la Société. Des fluctuations considérables ou une augmentation importante des taux de chômage, des taux d'intérêt ou des taux d'inflation pourraient donc avoir une incidence sur les activités d'exploitation, la situation financière et la rentabilité de la Société. De plus, la Société est exposée au risque de marché découlant de la situation inflationniste mondiale actuelle, divers facteurs environnementaux, sociaux, politiques, économiques et sanitaires ayant eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale. Pour réduire l'inflation, de nombreuses banques centrales procèdent actuellement au resserrement de leur politique monétaire, ce qui pèse sur les taux d'intérêt, les taux de change et le développement économique. Les risques de récession dans un ou plusieurs pays où la Société exerce ses activités augmentent et pourraient avoir des effets négatifs sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. La Société pourrait subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, les changements de politique qui viendraient modifier des

règlements touchant ses activités, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber sa chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans ses installations ou celles de ses fournisseurs ou de ses clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l'échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau;
- les changements dans la conjoncture économique d'une région ou d'un pays en particulier, tels qu'une récession;
- les nouvelles exigences d'homologation;
- les fluctuations importantes des taux de change;
- l'invasion de l'Ukraine par la Russie;
- le conflit qui sévit actuellement en Israël et dans la bande de Gaza;
- les nouvelles barrières commerciales, y compris les restrictions liées à l'importation et à l'exportation;
- l'imposition de tarifs sur ses produits ou intrants; et
- les modifications apportées aux exigences légales, politiques, sociales, culturelles, fiscales ou toute autre exigence réglementaire.

Les programmes d'assurance de la Société ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à ses activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, son assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par son assurance pourrait nuire à ses activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont jouit la Société. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, l'imposition de restrictions liées à l'importation et à l'exportation, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits

nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits, nuire à l'approvisionnement en matériaux et en produits en provenance de Chine et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation environnementale

Les activités de la Société supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements locaux, provinciaux, nationaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à sa réputation; mettre un frein à ses activités d'exploitation à l'une de ses installations; l'exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage, à des dépenses en immobilisations ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre elle et nuire grandement à ses activités, à ses résultats d'exploitation ou à sa situation financière. La législation environnementale évolue d'une manière telle qu'elle nécessitera des normes et une application plus strictes, ainsi qu'une responsabilisation accrue pour la Société et ses administrateurs, dirigeants et employés. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect ou au maintien de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

La Société a engagé et continuera d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait au rejet des eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2024. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques

Des événements inattendus, y compris des crises géopolitiques, des pandémies, des épidémies, des catastrophes naturelles, telles que des catastrophes de plus en plus fréquentes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, pourraient avoir des effets négatifs sur la capacité de la Société ou de ses fournisseurs à poursuivre leurs activités.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

La Société pourrait faire l'objet d'attentes grandissantes de la part de ses parties prenantes en ce qui concerne les facteurs ESG, y compris de la part des investisseurs, qui accordent de plus en plus d'importance à ces facteurs lorsqu'ils évaluent leurs possibilités d'investissement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société pourraient dépendre de diverses normes ESG, et le non-respect de ces normes en évolution pourrait avoir une incidence sur la réputation de la Société et sa capacité à obtenir du capital.

Santé et sécurité

La Société dispose de systèmes, de processus et de politiques en matière de santé, de sécurité et de bien-être qui visent à réduire les risques pour les employés, les sous-traitants et tout autre intervenant. Toutefois, sur les lieux de travail, les employés et les autres intervenants pourraient se retrouver à proximité de machinerie lourde ou de véhicules en mouvement, participer à des processus dangereux ou manipuler des matériaux très réglementés dans des endroits problématiques ou éloignés, ce qui pourrait accroître les risques pour leur santé et leur sécurité. L'incapacité de la Société ou des autres intervenants de mettre en place ou de suivre des procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies ou des pertes humaines ou causer des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou des autres intervenants, ou entraîner des amendes réglementaires ou des poursuites civiles.

Prolongation du conflit armé en Ukraine

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a profondément perturbé l'économie mondiale et l'issue du conflit demeure incertaine à l'heure actuelle. Même si AZUR a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'est pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. La prolongation du conflit armé en Ukraine ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

Propagation de maladies

La propagation à l'échelle locale ou mondiale d'une maladie, d'un virus, notamment de la COVID-19, ou de toute autre maladie contagieuse, de même que les mesures prises par les gouvernements pour y faire face, pourraient avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Leurs effets sur les cycles économiques, bien que soudains, peuvent perturber temporairement les marchés où la Société exerce ses activités ainsi que la structure interne de la Société, et causer notamment des fermetures d'usines ou des pénuries de matières premières ou de main-d'œuvre, de même que les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution.

Disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de tout membre de son équipe pourrait avoir une incidence négative significative sur la Société. Sa réussite future dépend aussi de sa capacité à exécuter ses plans de relève, à attirer et à garder à son service ses employés clés et à former, garder à son service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans son équipe de direction et son équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à sa réussite et pourraient se révéler difficiles. La Société ne peut pas garantir qu'elle sera en mesure d'attirer et de garder à son service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et elle a des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si la Société n'est pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions acceptables lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à sa performance.

Risques de litiges

La Société est susceptible de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de la Société vise à lui permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours, au lancement de nouveaux produits et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Rien ne garantit que les avantages attendus se matérialiseront ou se concrétiseront dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de la volonté de la Société, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. La poursuite de toute occasion d'affaires entraînerait des coûts pour la Société, lesquels pourraient être importants.

Concurrence

La Société est un chef de file de la production de semiconducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et elle a peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme elle l'est ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, ses concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que celle de 5N+. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains des clients de la Société qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur son chiffre d'affaires et ses marges d'exploitation si ses concurrents accaparent une part du marché et qu'elle n'est pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le prix des produits de base a une incidence sur les coûts de la Société, et le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels 5N+ n'a aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

La Société pourrait être incapable de trouver des stocks essentiels de matières premières dont elle dépend pour exercer ses activités et rien ne garantit que les prix de ces matières essentielles n'augmenteront pas de manière fulgurante. La Société se procure actuellement ses matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui elle entretient des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire sa capacité de production et avoir une incidence sur ses livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur ses ventes et ses marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de ses contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires, découlant de la conjoncture économique engendrée par la pandémie de COVID-19 et du récent contexte de conflits et d'instabilité géopolitiques, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Le Canada a adopté la *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes* (la « Loi »). Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, la Loi exige que la Société procède à un examen de ses chaînes d'approvisionnement et produise des rapports annuels qui seront publiés sur son site Web et soumis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, lesquels présenteront les mesures qu'elle a prises pour prévenir et atténuer le risque relatif au recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses chaînes d'approvisionnement. La conformité à la Loi pourrait entraîner une augmentation des coûts et le non-respect de la Loi pourrait avoir une incidence négative considérable sur la réputation, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Malgré les mesures accrues que la Société déploie pour s'assurer que l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement est exempte de travail forcé, il existe néanmoins un risque lié au travail forcé dans le cas des produits qu'elle se procure auprès de tiers pour lesquels elle ne dispose pas d'une visibilité complète sur la chaîne

d'approvisionnement. Par conséquent, la Société pourrait faire face à des difficultés réglementaires liées au respect des sanctions et réglementations applicables, de même qu'à des atteintes à sa réputation auprès de diverses parties prenantes si elle n'est pas en mesure de vérifier adéquatement l'origine des matériaux qu'elle se procure.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des procédés, des méthodes et des autres technologies exclusives de la Société est essentielle à ses activités. La Société compte sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec ses employés pour protéger ses droits de propriété intellectuelle. La Société a délibérément choisi de limiter le nombre de ses brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de ses droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et de certaines technologies de grande valeur. Rien ne garantit que ses ententes de confidentialité procureront une protection utile de ses droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou qu'elle pourra protéger efficacement ses secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

La Société pourrait être exposée au risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché, et la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks peut accroître ce risque. La Société compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché pour gérer le niveau des stocks. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

La Société pourrait subir des pertes si ses activités devaient être interrompues en raison de pannes d'équipement, de pannes d'électricité, d'incendies ou de dommages causés par l'eau, et d'événements similaires indépendants de sa volonté. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de ses contrats à long terme, elle a des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de ses activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que lui portent les clients, d'entraîner l'annulation de ses contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que la Société croie avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et qu'elle ait contracté une assurance tous risques contre celles-ci afin de protéger ses actifs et ses activités, il est possible qu'elle ait néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur ses activités de production et ses résultats financiers.

Perte de clients importants

La perte de clients importants, les fluctuations imprévues de la demande provenant de ces clients ou leur incapacité de s'acquitter de leurs obligations en vertu des contrats pourraient réduire considérablement les produits de la Société et avoir une incidence négative sur ses résultats d'exploitation.

Variations du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront à une date donnée ou que les marges seront à la hauteur des attentes. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Risques liés aux acquisitions

La Société a conclu l'acquisition d'AZUR en novembre 2021 et peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie

de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

La Société compte sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer son fonctionnement adéquat. Si la Société n'est pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de ses logiciels et de son matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit ses systèmes et son infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble de ses activités. Ce serait également le cas si son réseau, ses systèmes informatiques et ses systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Après la pandémie et la levée des restrictions liées à la COVID-19, un nombre important d'employés continuent de travailler à distance, ce qui pourrait contribuer à accroître les tentatives de cyberattaque.

Des consultations avec l'équipe de haute direction ont lieu régulièrement pour surveiller l'avancement des divers projets en matière de cybersécurité ainsi que passer en revue les incidents importants et les différents indicateurs de performance liés à la sécurité. L'équipe de direction rend compte de son travail aux membres du conseil d'administration deux fois par année. La fonction informatique du siège social s'occupe de la mise en œuvre et de la coordination des mesures de prévention, de détection et de correction en matière de cybersécurité. Ces mesures consistent, entre autres, en la mise en œuvre de contrôles rigoureux d'accès aux systèmes, la mise en place de programmes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information et le recrutement d'entreprises spécialisées pour la réalisation occasionnelle de tests d'intrusion.

Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Protection des données

Toute atteinte à la confidentialité des données pourrait avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la rentabilité de la Société. La protection de la vie privée et la sécurité des données sont devenues des enjeux importants en Amérique du Nord comme en Europe, de même que dans plusieurs autres pays où la Société exerce ses activités. Le cadre réglementaire relatif à la sécurité et à la protection des données à caractère personnel évolue rapidement et il pourrait s'avérer difficile de se conformer à toutes les lois et réglementations applicables en la matière, au Canada et dans d'autres pays. En outre, des agences et organismes gouvernementaux, au pays et à l'étranger, ont déjà adopté ou pourraient adopter dans le futur des lois et des règlements ayant une incidence sur la protection des données, lesquels sont tous susceptibles d'être invalidés par les instances judiciaires concernées à l'étranger. De surcroît, divers organismes sectoriels adoptent et préconisent régulièrement de nouvelles normes dans ce domaine.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société qui pourraient occasionner des pertes aux investisseurs.

Subventions et autres programmes incitatifs

La diminution, l'élimination ou l'expiration des subventions gouvernementales, des incitatifs économiques, des incitatifs fiscaux, des encouragements en matière de recherche et développement et de développement commercial ou l'adoption d'autres politiques publiques pourraient avoir une incidence négative sur la performance financière de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées dans le présent rapport de gestion. La direction de la Société estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent une information utile aux investisseurs sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, car elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures reconnues en vertu des normes IFRS de comptabilité et n'ont pas de définition normalisée prescrite selon ces normes; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures portant des noms semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des données remplaçant l'information financière préparée selon les normes IFRS de comptabilité.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Il est exprimé en dollars et estimé en nombre de jours, lequel ne peut dépasser 365 jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N+ à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, la charge (le recouvrement) d'impôt et l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	2 284	(8 146)	15 399	(22 999)
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 129	716	8 834	5 192
(Recouvrement) charge d'impôt	(734)	(292)	3 275	4 711
Amortissement	4 057	4 051	16 110	17 732
BAIIA	7 736	(3 671)	43 618	4 636

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au résultat d'exploitation tel qu'il est défini avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Voici un rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Produits	65 063	61 042	242 371	264 223
Charges d'exploitation	(61 023)	(69 261)	(214 999)	(277 277)
Résultat d'exploitation	4 040	(8 219)	27 372	(13 054)
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	414	(171)	1 432	999
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	458	3 210	(8 314)	3 823
Dépréciation des actifs non courants	64	-	672	12 478
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	1 051	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	7 834	-	7 834
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	216
Amortissement	4 057	4 051	16 110	17 732
BAIIA ajusté	9 033	6 705	38 323	30 028
Marge du BAIIA ajusté en pourcentage	13,9 %	11,0 %	15,8 %	11,4 %

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N+ a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N+ croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement des charges d'exploitation ajustées avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation	61 023	69 261	214 999	277 277
(Charge) recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions	(414)	171	(1 432)	(999)
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration	(458)	(3 210)	8 314	(3 823)
Dépréciation des actifs non courants	(64)	-	(672)	(12 478)
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(1 051)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	(7 834)	-	(7 834)
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(216)
Amortissement	(4 057)	(4 051)	(16 110)	(17 732)
Charges d'exploitation ajustées	56 030	54 337	204 048	234 195

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente, après déduction de la charge (du recouvrement) d'impôt s'y rapportant. 5N+ a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. 5N+ a recours au résultat de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat de base par action ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	2 284	(8 146)	15 399	(22 999)
Résultat de base par action	0,03 \$	(0,09) \$	0,17 \$	(0,26) \$
Éléments de rapprochement :				
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	414	(171)	1 432	999
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	458	3 210	(8 314)	3 823
Dépréciation des actifs non courants	64	-	672	12 478
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	1 051	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	-	7 834	-	7 834
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	216
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(226)	(595)	(854)	(2 618)
Résultat net ajusté	2 994	2 132	9 386	(267)
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 704 724	88 330 236	88 533 263	88 330 236
Résultat de base ajusté par action	0,03 \$	0,02 \$	0,10 \$	- \$

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute ajustée par le total des produits.

Voici un rapprochement de la marge brute ajustée avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2023	T4 2022	E 2023	E 2022
	\$	\$	\$	\$
Total des produits	65 063	61 042	242 371	264 223
Coût des ventes	(49 677)	(47 909)	(184 833)	(215 715)
Marge brute	15 386	13 133	57 538	48 508
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 189	3 155	12 656	14 208
Marge brute ajustée	18 575	16 288	70 194	62 716
Marge brute ajustée en pourcentage	28,5 %	26,7 %	29,0 %	23,7 %

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N+.

Le ratio dette nette/BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA.

Voici un rapprochement du total de la dette et de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	108 500	121 000
Obligation locative, y compris la partie courante	30 139	30 402
Sous-total de la dette	138 639	151 402
Obligation locative, y compris la partie courante	(30 139)	(30 402)
Total de la dette	108 500	121 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(34 706)	(42 691)
Dette nette	73 794	78 309

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficacité financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Voici un rapprochement du fonds de roulement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
Stocks	105 850	86 254
Autres actifs courants, à l'exclusion des stocks	76 113	100 908
Actif courant	181 963	187 162
Passif courant	(81 807)	(62 846)
Fonds de roulement	100 156	124 316
Ratio du fonds de roulement	2,22	2,98

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N+ sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	65 063	62 946	59 075	55 287	61 042	66 372	72 388	64 421
BAIIA	7 736	9 582	17 530	8 770	(3 671)	1 751	6 739	(183)
BAIIA ajusté	9 033	9 649	10 844	8 797	6 705	9 114	8 583	5 626
Résultat net	2 284	1 518	10 143	1 454	(8 146)	(6 968)	(2 130)	(5 755)
Résultat de base par action	0,03 \$	0,02 \$	0,11 \$	0,02 \$	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$
Résultat dilué par action	0,03 \$	0,02 \$	0,11 \$	0,02 \$	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$
Résultat net ajusté	2 994	1 742	3 187	1 463	2 132	520	(997)	(1 922)
Résultat de base ajusté par action	0,03 \$	0,02 \$	0,04 \$	0,02 \$	0,02 \$	- \$	(0,01) \$	(0,02) \$
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	5 883	5 064	15 227	5 877	4 447	2 473	3 778	2 800
Carnet de commandes	292 jours	284 jours	289 jours	306 jours	253 jours	192 jours	140 jours	196 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	2021
	\$	\$	\$
Produits	242 371	264 223	209 990
BAIIA	43 618	4 636	24 988
BAIIA ajusté	38 323	30 028	28 239
Résultat net	15 399	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	0,17 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Résultat dilué par action	0,17 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Résultat net ajusté	9 386	(267)	5 354
Résultat net de base ajusté par action	0,11 \$	- \$	0,06 \$
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	32 051	13 498	16 553
Carnet de commandes	292 jours	253 jours	221 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	350 202	347 985	373 590
Total du passif non courant	139 803	172 363	172 284
Dettes nettes	73 794	78 309	80 060
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	128 592	112 776	136 247

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, qui intègrent les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standard Board (normes IFRS de comptabilité). Il incombe à la direction de choisir les méthodes comptables et d'établir les jugements et les estimations comptables importants.

La direction est également responsable de toutes les autres informations incluses dans le rapport de gestion et il lui appartient de s'assurer que ces informations concordent avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquat, qui comprend les politiques et les procédures qui fournissent une assurance raisonnable à l'égard de la protection des actifs ainsi que de l'exhaustivité, le caractère fidèle et l'exactitude des états financiers consolidés.

Le Comité d'audit et de gestion des risques, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Société et fait ses recommandations au conseil d'administration au sujet de l'approbation des états financiers, surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités quant au caractère adéquat des systèmes de contrôle interne appropriés, s'assure de l'indépendance, des compétences et de la nomination des auditeurs externes et examine les honoraires des services d'audit, des services liés à l'audit et des services autres que d'audit ainsi que les frais connexes. Le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés de la Société et le rapport de gestion avant leur publication. Le Comité d'audit et de gestion des risques rencontre la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes au moins quatre fois par année pour examiner l'information financière, les obligations d'information, les questions liées à l'audit et d'autres points.

Les auditeurs externes, à savoir PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., effectuent un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion à leur égard. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les auditeurs externes ont un accès illimité au Comité d'audit et de gestion des risques et rencontrent celui-ci régulièrement.

(signé) Gervais Jacques

Gervais Jacques
Président et chef de la direction

(signé) Richard Perron

Richard Perron
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 27 février 2024



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de 5N Plus Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. et de ses filiales (collectivement, la Société) aux 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2023 et 2022;
- les états du résultat net consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les notes complémentaires, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, ca_montreal_main_fax@pwc.com

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit

Évaluation des stocks

Se référer à la note 2, Informations significatives sur les méthodes comptables, et la note 6, Stocks, des états financiers consolidés.

La valeur comptable des stocks aux états financiers consolidés de la Société s'établissait à 105,9 millions de dollars au 31 décembre 2023. Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Pour estimer la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La direction a exercé son jugement pour estimer la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a impliqué l'utilisation d'hypothèses importantes, y compris la prise en compte des prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites et des prix de vente futurs prévus.

Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison de l'importance du solde des stocks, des divers types d'éléments de stocks et du jugement utilisés par la direction dans la détermination de la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a nécessité un effort d'audit accru dans la mise en œuvre des procédures d'audit.

Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester la façon dont la direction a estimé la valeur nette de réalisation des stocks, notamment :
 - Tester les données utilisées par la direction pour déterminer la valeur nette de réalisation.
 - Évaluer si la méthode d'estimation de la valeur nette de réalisation est appropriée.
 - Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses importantes utilisées par la direction pour calculer la valeur nette de réalisation des stocks, en les comparant à ce qui suit :
 - Prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites;
 - Prix de vente futurs prévus.
- Pour un échantillon d'éléments de stocks, comparer les estimations des prix de stocks de l'exercice antérieur par rapport aux prix de vente réels au cours de l'exercice.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons pas ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Marc-Stéphane Pennee.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 27 février 2024

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A123642

États de la situation financière consolidés

(en milliers de dollars américains)

	Notes	31 décembre 2023	31 décembre 2022
		\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34 706	42 691
Créances	5	33 437	32 872
Stocks	6	105 850	86 254
Impôt sur le résultat à recevoir	18	1 672	5 488
Actifs financiers dérivés	19	591	-
Autres actifs courants	7	5 707	19 857
Total de l'actif courant		181 963	187 162
Immobilisations corporelles	8	84 600	77 951
Actifs au titre de droits d'utilisation	9	29 290	30 082
Immobilisations incorporelles	10	29 304	31 563
Goodwill	11	11 825	11 825
Actifs d'impôt différé	18	8 261	6 002
Autres actifs	12	4 959	3 400
Total de l'actif non courant		168 239	160 823
Total de l'actif		350 202	347 985
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	13	37 024	40 200
Impôt sur le résultat à payer	18	4 535	8 780
Partie courante des produits différés	16	13 437	11 730
Partie courante des obligations locatives	9	1 811	2 136
Partie courante de la dette à long terme	14	25 000	-
Total du passif courant		81 807	62 846
Dette à long terme	14	83 500	121 000
Passifs d'impôt différé	18	5 284	6 959
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	13 393	11 643
Obligations locatives	9	28 328	28 266
Produits différés	16	5 629	2 354
Autres passifs	17	3 669	2 141
Total du passif non courant		139 803	172 363
Total du passif		221 610	235 209
Capitaux propres		128 592	112 776
Total du passif et des capitaux propres		350 202	347 985

Engagements et éventualités (note 25)

Événement postérieur à la date de clôture (note 30)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat net consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

	Notes	2023	2022
		\$	\$
Produits		242 371	264 223
Coût des ventes	29	184 833	215 715
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	29	29 410	28 565
Autres charges (produits), montant net	29	756	32 997
		214 999	277 277
Résultat d'exploitation		27 372	(13 054)
Charges financières			
Intérêt sur la dette à long terme	14	8 262	5 466
Intérêts théoriques et autres charges (produits) d'intérêts		572	(274)
(Profits) pertes de change et au titre de dérivés		(136)	42
		8 698	5 234
Résultat avant impôt sur le résultat		18 674	(18 288)
Charge (recouvrement) d'impôt			
Exigible	18	6 674	6 865
Différé	18	(3 399)	(2 154)
		3 275	4 711
Résultat net		15 399	(22 999)
Résultat de base par action	23	0,17	(0,26)
Résultat dilué par action	23	0,17	(0,26)

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

	Notes	2023	2022
		\$	\$
Résultat net		15 399	(22 999)
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net ultérieurement			
Écart de change		590	(3 657)
		590	(3 657)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net ultérieurement			
Réévaluation des obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	(1 572)	4 159
Impôt sur le résultat		492	(1 300)
		(1 080)	2 859
Autres éléments du résultat global		(490)	(798)
Résultat global		14 909	(23 797)

Le résultat global est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États des variations des capitaux propres consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

2023	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Soldes au début de l'exercice	88 330 236	21 004	342 985	(5 987)	(245 226)	112 776
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	15 399	15 399
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(490)	-	(490)
Résultat global	-	-	-	(490)	15 399	14 909
Exercice d'options sur actions	374 488	880	(247)	-	-	633
Rémunération à base d'actions (note 24)	-	-	274	-	-	274
Soldes à la fin de l'exercice	88 704 724	21 884	343 012	(6 477)	(229 827)	128 592
2022						
Soldes au début de l'exercice	88 330 236	21 004	342 659	(5 189)	(222 227)	136 247
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	(22 999)	(22 999)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(798)	-	(798)
Résultat global	-	-	-	(798)	(22 999)	(23 797)
Rémunération à base d'actions (note 24)	-	-	326	-	-	326
Soldes à la fin de l'exercice	88 330 236	21 004	342 985	(5 987)	(245 226)	112 776

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

	Notes	2023	2022
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Résultat net		15 399	(22 999)
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	10 297	11 717
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	9	2 538	2 702
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	3 275	3 313
Amortissement des autres actifs	12	258	260
Dépréciation des actifs non courants	4, 8, 10, 29	672	12 478
(Diminution) augmentation de la correction de valeur pour pertes	5, 27	(114)	3
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	4	-	7 834
Charge de rémunération à base d'actions	24	2 768	1 893
Impôt sur le résultat différé	18	(3 399)	(2 154)
Intérêts théoriques	9	690	605
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	(246)	(403)
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	29	-	216
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles	29	973	(13)
Profit latent sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		(1 694)	(1 003)
Perte (profit) de change latent(e) sur les actifs et passifs		634	(951)
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :		32 051	13 498
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	21	(14 800)	10 243
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		17 251	23 741
Activités d'investissement			
Dessaisissement d'une filiale, déduction faite de la trésorerie cédée	4	-	(2 652)
Sorties de trésorerie liées à la trésorerie détenue en mains tierces	4	-	(2 123)
Ajouts d'immobilisations corporelles	8, 21	(17 341)	(16 062)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	10	(902)	(993)
Acquisition d'un placement en instruments de capitaux propres	12	(1 000)	-
Produit tiré du règlement de la convention de dépôt indexé	7	6 506	-
Produit de la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	29	-	2 816
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	8	375	20
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(12 362)	(18 994)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	14	(12 500)	(5 000)
Produit tiré de l'émission de dette à long terme	14	-	10 000
Coûts différés relatifs à la dette à long terme	12	-	(732)
Émission d'actions ordinaires		633	-
Portions des paiements de loyers se rapportant au principal	21	(2 858)	(2 999)
Augmentation des autres passifs	17	1 723	1 140
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(13 002)	2 409
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		128	(405)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(7 985)	6 751
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		42 691	35 940
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		34 706	42 691
Informations supplémentaires¹			
Impôt sur le résultat payé		6 945	3 745
Intérêts payés		7 332	5 360

¹⁾ Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Nature des activités

Société internationale établie au Canada, 5N Plus inc. (« 5N+ » ou la « Société ») est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. Le siège social de la Société est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4. La Société gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX). Dans les présents états financiers consolidés, la Société s'entend de 5N+ et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 27 février 2024, la publication des présents états financiers consolidés.

2. Informations significatives sur les méthodes comptables

Les informations significatives sur les méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standard Board (normes IFRS de comptabilité). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour certains actifs financiers et passifs financiers qui ont été évalués à leur juste valeur, comme il est décrit ci-dessous.

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux normes IFRS de comptabilité repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés, sont abordés dans la présente note, à la section intitulée « Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables ».

Filiales

Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les principales entités ayant une incidence importante sur les résultats ou sur les actifs de la Société :

	Pays où la société a été constituée	Participation (%)	
		2023	2022
5N Plus inc.	Canada	100 %	100 %
5N PV GmbH	Allemagne	100 %	100 %
AZUR SPACE Solar Power GmbH (« AZUR »)	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Lübeck GmbH	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Belgium SA ¹	Belgique	-	-
5N Plus Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
5N Plus Wisconsin Inc.	États-Unis	100 %	100 %

¹⁾ Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation dans 5N Plus Belgium SA. Les produits et les charges découlant de cette participation pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 à la date de la cession ont été intégrés à l'état du résultat net consolidé de la Société. Se reporter à la note 4 pour plus de détails.

Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires et les éléments des produits et des charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés à l'état du résultat net consolidé.

Les profits et pertes de change sont présentés dans le poste « (Profits) pertes de change et au titre de dérivés » à l'état du résultat net consolidé.

c) Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change découlant de cette conversion sont inclus dans le poste « Écart de change » dans les autres éléments du résultat global. Les produits et les charges sont convertis aux cours du change moyens de la période.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, d'additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudres spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés ».

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. L'information financière relative au recyclage et à la négociation de matières complexes est répartie entre les deux principaux secteurs. Toutes les transactions entre le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services et sont évalués aux montants stipulés dans les contrats conclus avec les clients.

La vente de produits manufacturés est comptabilisée lorsque les produits sont livrés au client, ce qui correspond également au moment où le contrôle des produits est transféré, et lorsqu'il n'existe plus aucune obligation non remplie susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison a lieu lorsque les produits ont été expédiés à l'emplacement convenu, que le risque de perte a été transféré au client et que ce dernier a accepté les produits conformément au contrat de vente. Les produits tirés des activités d'affinage en sous-traitance (ou « à façon ») sont comptabilisés une fois que les services ont été rendus, à un moment précis.

Les créances sont comptabilisées une fois que les produits ont été livrés ou que les services ont été rendus, car c'est à ce moment précis que la contrepartie est inconditionnelle, seul l'écoulement du temps permettant de déterminer que le paiement est exigible. La Société ne s'attend pas à conclure des contrats pour lesquels la période entre la fourniture des produits ou services promis à un client et le paiement par le client excède un an. Par conséquent, la Société ne procède à aucun ajustement des prix de transaction pour refléter la valeur temps de l'argent.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La Société comptabilise des produits différés à titre de passifs non courants pour les contrats générateurs de produits à long terme conclus avec des clients dont les obligations de prestation sont remplies progressivement plutôt qu'à un moment précis. La partie de ce montant qui devrait être réalisée dans un délai d'un an est comptabilisée au poste « Partie courante des produits différés ». Les paiements en trésorerie reçus ou les avances à recevoir aux termes d'accords contractuels en lien avec la vente de biens sont également comptabilisés dans les produits différés jusqu'au moment où toutes les conditions de comptabilisation des produits énoncées précédemment sont respectées. La Société ne s'attend pas à conclure d'accords contractuels aux termes desquels des paiements en trésorerie ou des avances seront reçus plus d'un an avant la livraison des biens sous-jacents. Par conséquent, ces avances sont également présentées au poste « Partie courante des produits différés ».

Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont attachées.

Les subventions qui compensent une dépense spécifique engagée par la Société sont comptabilisées en réduction des charges connexes à l'état du résultat net consolidé.

Les subventions liées à des actifs sont portées en diminution de la valeur comptable des actifs auxquels elles sont liées. Ces subventions sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises ultérieures, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en tenant compte des valeurs résiduelles. Les durées d'utilité sont comme suit :

	Période
Terrains	Non amortis
Bâtiments	25 ans
Matériel de production	Jusqu'à 15 ans
Mobilier	De 3 à 10 ans
Matériel de bureau	De 3 à 10 ans
Matériel roulant	De 3 à 10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat de location

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Contrats de location

La Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Obligations locatives

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée nette des paiements de loyers futurs.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises, le cas échéant.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une base linéaire sur leur durée d'utilité suivante en années :

	Période
Relations clients	15 ans
Technologie	Au plus 15 ans
Nom commercial	10 ans
Logiciels	5 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans
Carnet de commandes	3 ans

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et est initialement évalué à la date d'acquisition. Par la suite, le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

À la date de l'acquisition, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux secteurs opérationnels de la Société, soit le niveau auquel le principal décideur opérationnel de la Société en assure le suivi. L'UGT est soumise annuellement à un test de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis à la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises au cours de périodes ultérieures.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Société qui ont une durée d'utilité indéterminée et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés ne sont pas amortis, et leur valeur comptable est soumise à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'il existe un indice de dépréciation. Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée du coût de sortie. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement, sauf si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs, auquel cas l'UGT à laquelle l'actif appartient est utilisée pour déterminer la valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue la possibilité que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement puissent faire l'objet d'une reprise. Une perte de valeur est reprise s'il existe des indices que la perte a diminué ou n'existe plus en raison de modifications apportées aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée à la suite d'une reprise de perte de valeur, ne doit cependant pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les reprises sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Instruments financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière consolidé si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Évaluation

Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé.

Les actifs financiers comprenant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité pour établir si leurs flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures dépend du classement de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes en se basant sur la raison pour laquelle ils ont été acquis et sur leurs caractéristiques.

Actifs financiers

Titres de créance

Lors des évaluations ultérieures, la Société classe ses titres de créances selon deux catégories d'évaluation, soit :

- Coût amorti : Les actifs détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation est directement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres profits et pertes, avec les profits et pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées dans un poste distinct à l'état du résultat net consolidé.
- Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Les actifs ne respectant pas les critères de comptabilisation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) sont évalués à la JVRN. Un profit ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Placement en instruments de capitaux propres

Pour l'évaluation ultérieure, les placements en instruments de capitaux propres que la Société n'a pas fait le choix irrévocable de présenter à la JVAERG sont évalués à la JVRN. Le profit ou la perte sur un placement en instruments de capitaux propres qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers qui sont évalués à la JVRN. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

Classement des instruments financiers

Catégorie	Instruments financiers
Actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	Swap sur rendement total (note 7) Convention de dépôt indexé (note 7) Placement en instruments de capitaux propres (note 12) Placement affecté (note 12)
Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie Créances Trésorerie détenue en mains tierces (note 7) Dettes fournisseurs et charges à payer Dettes à long terme

Dépréciation

À chaque date de clôture, la Société évalue de manière prospective les pertes de crédit attendues découlant de ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée nécessite de déterminer s'il y a eu une importante augmentation du risque de crédit.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée comme l'autorise IFRS 9, laquelle exige que les pertes attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des créances (note 27). La Société suppose qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Instrument financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte qui en résulte dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, la Société n'a désigné aucun instrument financier dérivé comme instrument de couverture.

Passifs financiers dérivés incorporés

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à la juste valeur séparément du contrat hôte lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement ni étroitement liés à ceux du contrat hôte. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières à l'état du résultat net consolidé. Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, la Société n'a comptabilisé aucun dérivé incorporé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse.

Trésorerie détenue en mains tierces

La trésorerie détenue en mains tierces correspond à la trésorerie soumise à des restrictions aux termes d'un accord contractuel, et elle est détenue dans un compte bancaire séparé. La trésorerie détenue en mains tierces est présentée dans les autres actifs courants.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à prix fixe à long terme. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées, et le coût moyen des matières premières est comptabilisé séparément pendant toute la durée des contrats.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice, qui comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, sauf si elle est liée à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas la charge d'impôt est aussi comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

a) Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière consolidé dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le bénéfice imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

b) Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale du goodwill. La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale) ne donne lieu à aucun impôt différé. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière consolidé et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle les actifs d'impôt différé correspondants seront réalisés ou les passifs d'impôt différé correspondants seront réglés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporaires pourront être imputées, sera disponible.

Un impôt différé est présenté pour rendre compte de l'incidence des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf dans le cas des passifs d'impôt différé lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont inscrits dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé pour la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement qui sont des frais directement attribuables, internes ou externes, sont passés en charges à l'état du résultat net consolidé, sauf si la Société peut démontrer tout ce qui suit (auquel cas, ils sont comptabilisés dans les frais de développement compris dans les immobilisations incorporelles) :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La Société doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle; et
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à deux régimes de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite obtenus par les membres du personnel est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé;
- aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur; et
- les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglés en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus, le taux de renonciation attendu et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif, selon laquelle la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa propre période d'acquisition.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de clôture jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur de la charge de rémunération est calculée en multipliant le nombre d'unités dont les droits seront vraisemblablement acquis par la juste valeur d'une unité à la date d'attribution selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Jusqu'à ce que le passif soit réglé, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date du règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Résultat par action

Le résultat dilué par action ne reflète les hypothèses de conversion, d'exercice ou d'émission éventuelle de titres que si ces hypothèses ont un effet dilutif sur le résultat par action. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable (note 18).

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

3. Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a évalué les nouvelles normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers.

Changements futurs de méthodes comptables

Au 31 décembre 2023, la Société a évalué les nouvelles normes IFRS de comptabilité publiées, mais non encore en vigueur, et a déterminé qu'aucune ne s'appliquait à la Société compte tenu de ses activités actuelles.

4. Dessaisissement d'une filiale

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA, dont les résultats étaient auparavant présentés dans le secteur Matériaux de haute performance, et a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7 834 \$. La décision de cesser la production des produits à faible marge utilisés dans les applications de catalyse et d'extraction fait suite à la revue stratégique menée par la Société à l'égard de ses activités traditionnelles. Dans le cadre de la transaction, afin de permettre aux nouveaux propriétaires d'assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales et de couvrir d'autres coûts connexes, une provision de 2 594 \$ a été comptabilisée dans les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration. De ce montant, une somme de 2,0 millions d'euros, ou 2 133 \$, est détenue en mains tierces. Avant le dessaisissement, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 7 092 \$ à l'égard de ses immobilisations corporelles (note 8) alors qu'elle avait annoncé son intention de mettre fin aux activités de production de son installation de Tilly, en Belgique.

Ces charges sont comptabilisées dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé.

5. Créances

	2023	2022
	\$	\$
Créances clients, montant brut	25 155	26 255
Correction de valeur pour pertes (note 27)	(38)	(152)
Créances clients	25 117	26 103
Taxes de vente à recouvrer	4 963	3 265
Autres créances	3 357	3 504
Total des créances	33 437	32 872

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que le calcul de la correction de valeur pour pertes sont présentés à la note 27.

La plupart des créances sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

6. Stocks

	2023	2022
	\$	\$
Matières premières	36 297	28 436
Produits finis	69 553	57 818
Total des stocks	105 850	86 254

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, des stocks d'un montant total de 101 176 \$ ont été passés en charges dans le coût des ventes (118 643 \$ pour 2022).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, un montant total de 38 \$ au titre des dépréciations antérieurement comptabilisées a été repris et porté en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus (15 \$ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et 23 \$ pour le secteur Matériaux de haute performance). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un montant total de 1 464 \$ au titre des dépréciations antérieurement comptabilisées a été repris et porté en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus (22 \$ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et 1 442 \$ pour le secteur Matériaux de haute performance).

La majorité des stocks sont donnés en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

7. Autres actifs courants

	2023	2022
	\$	\$
Trésorerie détenue en mains tierces (notes 4 et 29)	2 212	10 613
Convention de dépôt indexé	-	5 517
Charges payées d'avance et créances diverses	3 495	3 727
Total des autres actifs courants	5 707	19 857

Pendant l'exercice 2023, la Société a recouvré 7 950 euros de trésorerie détenue en mains tierces. Ce montant, auparavant comptabilisé depuis l'acquisition comme montant à payer à l'ancien actionnaire d'AZUR, a été recouvré conformément aux clauses de la convention d'achat d'actions, sans lien avec la performance d'AZUR après l'acquisition.

En mars 2023, la convention de dépôt indexé conclue avec une grande institution financière canadienne en juin 2017 a été convertie en un swap sur rendement total aux termes duquel les fluctuations du cours des actions sont réglées annuellement en trésorerie. Dans le cadre de cette conversion, la Société a reçu un montant de 6 506 \$ correspondant à la juste valeur de la convention de dépôt indexé à la date de la conversion.

La Société a conclu le swap sur rendement total (auparavant la convention de dépôt indexé) en vue de réduire l'exposition de ses bénéficiaires aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Aux termes de ce swap, la Société obtient les avantages économiques de l'appréciation du cours de l'action, tout en effectuant des paiements à l'institution financière au titre des coûts de financement engagés par l'institution et de toute moins-value du cours de l'action. Le swap sur rendement total permet de contrebalancer en partie les fluctuations du cours de l'action de la Société se répercutant sur le coût des régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Au 31 décembre 2023, le swap sur rendement total visait 2 571 569 actions ordinaires de la Société.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

8. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Travaux en cours	Mobilier, matériel de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	15 585	46 796	14 060	2 506	2 579	81 526
Regroupement d'entreprises	-	5 017	(379)	-	355	4 993
Ajouts	86	1 737	13 081	378	14	15 296
Sorties	(4)	(3)	-	-	-	(7)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente (note 29)	(3 032)	-	-	-	-	(3 032)
Amortissement	(764)	(8 940)	-	(1 304)	(709)	(11 717)
Dépréciation	(2 374)	(4 599)	-	(119)	-	(7 092)
Transfert entre catégories	1 597	4 264	(6 627)	10	756	-
Incidence des variations du taux de change	(150)	(1 511)	(224)	(52)	(79)	(2 016)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	10 944	42 761	19 911	1 419	2 916	77 951
Ajouts	30	893	18 598	500	332	20 353
Sorties	-	(288)	(3 571)	(3)	(1)	(3 863)
Amortissement	(765)	(8 535)	-	(556)	(441)	(10 297)
Dépréciation	-	(672)	-	-	-	(672)
Transfert entre catégories	-	17 537	(17 597)	15	45	-
Incidence des variations du taux de change	(25)	706	358	18	71	1 128
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	10 184	52 402	17 699	1 393	2 922	84 600
Au 31 décembre 2022						
Coût	18 823	90 157	19 911	5 135	6 275	140 301
Cumul des amortissements	(7 879)	(47 396)	-	(3 716)	(3 359)	(62 350)
Valeur comptable nette	10 944	42 761	19 911	1 419	2 916	77 951
Au 31 décembre 2023						
Coût	18 791	107 675	17 699	5 136	6 676	155 977
Cumul des amortissements	(8 607)	(55 273)	-	(3 743)	(3 754)	(71 377)
Valeur comptable nette	10 184	52 402	17 699	1 393	2 922	84 600

Au cours de l'exercice 2023, la Société a comptabilisé, dans les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, un montant de 672 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de passer à du matériel de plus grande capacité.

Au cours de l'exercice 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Matériaux de haute performance, un montant de 7 092 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations corporelles découlant de son intention de mettre fin aux activités de production à son installation de Tilly, en Belgique. Par conséquent, les projections de la Société quant aux flux de trésorerie futurs provenant des immobilisations corporelles de Tilly étaient négligeables. Les charges de dépréciation sont comptabilisées dans les autres charges à l'état du résultat net consolidé (note 4).

Au 31 décembre 2023, les immobilisations corporelles comprenaient des paiements anticipés pour travaux en cours de 6 669 \$ (4 001 \$ au 31 décembre 2022).

La plupart des immobilisations corporelles sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

9. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

	Bâtiments	Matériel de production	Matériel de bureau et matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	31 543	238	417	32 198
Regroupement d'entreprises	(938)	-	-	(938)
Ajouts	2 300	107	290	2 697
Modifications apportées à des contrats de location	198	-	-	198
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	(55)	(140)	(195)
Amortissement	(2 364)	(128)	(210)	(2 702)
Incidence des variations du taux de change et autres	(1 167)	(4)	(5)	(1 176)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	29 572	158	352	30 082
Ajouts	229	12	207	448
Modifications apportées à des contrats de location	654	24	-	678
Amortissement	(2 292)	(66)	(180)	(2 538)
Incidence des variations du taux de change et autres	618	-	2	620
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	28 781	128	381	29 290
Au 31 décembre 2022				
Coût	35 319	305	509	36 133
Cumul des amortissements	(5 747)	(147)	(157)	(6 051)
Valeur comptable nette	29 572	158	352	30 082
Au 31 décembre 2023				
Coût	35 357	335	737	36 429
Cumul des amortissements	(6 576)	(207)	(356)	(7 139)
Valeur comptable nette	28 781	128	381	29 290

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Obligations locatives

	2023	2022
	\$	\$
Partie courante	1 811	2 136
Partie non courante	28 328	28 266
Total des obligations locatives	30 139	30 402

Montants comptabilisés à l'état du résultat net consolidé :

	2023	2022
	\$	\$
Intérêts théoriques ¹	690	605
Produits tirés de la sous-location d'actifs au titre de droits d'utilisation ²	(71)	(123)
Paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative ³	200	235
Charges relatives à des contrats de location à court terme ³	103	188
Charges relatives à des contrats de location de biens de faible valeur, à l'exclusion des contrats de location de biens de faible valeur à court terme ³	256	173

¹⁾ Inclus dans les charges financières.

²⁾ Inclus dans les autres charges (produits), montant net.

³⁾ Inclus dans le coût des ventes et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

10. Immobilisations incorporelles

	Relations clients	Technologie	Nom commercial, logiciels, frais de développement et autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	15 805	11 072	13 597	40 474
Regroupement d'entreprises	(423)	2 984	(3 534)	(973)
Ajouts	-	-	993	993
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	-	(66)	(66)
Amortissement	(742)	(1 251)	(1 320)	(3 313)
Dépréciation	(5 123)	-	(263)	(5 386)
Incidence des variations du taux de change	-	(37)	(129)	(166)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	9 517	12 768	9 278	31 563
Ajouts	-	-	902	902
Amortissement	(688)	(1 223)	(1 364)	(3 275)
Incidence des variations du taux de change	-	11	103	114
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	8 829	11 556	8 919	29 304
Au 31 décembre 2022				
Coût	10 425	15 023	15 465	40 913
Cumul des amortissements	(908)	(2 255)	(6 187)	(9 350)
Valeur comptable nette	9 517	12 768	9 278	31 563
Au 31 décembre 2023				
Coût	10 425	15 045	16 503	41 973
Cumul des amortissements	(1 596)	(3 489)	(7 584)	(12 669)
Valeur comptable nette	8 829	11 556	8 919	29 304

En 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, un montant de 5 386 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles touchées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plus précisément en ce qui a trait aux clients établis en Russie. Les hypothèses initiales de la Société relatives à l'échéancier des flux de trésorerie futurs provenant de ces clients ne peuvent plus être justifiées, compte tenu de l'incertitude liée aux récentes sanctions internationales contre la Russie et de la durée indéterminée du conflit. Les charges de dépréciation sont comptabilisées dans les autres charges à l'état du résultat net consolidé.

Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 1 568 \$ (812 \$ en 2022). Les frais de développement, qui comprennent des coûts inscrits à l'actif de 11 295 \$ (10 798 \$ en 2022), ont trait aux immobilisations incorporelles générées en interne.

11. Goodwill

	2023	2022
	\$	\$
Début de l'exercice	11 825	13 841
Regroupement d'entreprises	-	(2 016)
Fin de l'exercice	11 825	11 825

Le goodwill est affecté au secteur Semiconducteurs spécialisés. Aux fins du test de dépréciation annuel du goodwill de la Société, AZUR est considérée comme une UGT à part entière. À la lumière des résultats obtenus, il a été déterminé qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser de perte de valeur. La valeur recouvrable a été établie à partir de la valeur d'utilité de l'UGT, calculée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour cette méthode sont décrites ci-après :

- Flux de trésorerie : Les flux de trésorerie estimatifs ont été projetés d'après les résultats d'exploitation réels de sources internes, en tenant compte des tendances du secteur et du marché. Pour les trois premières années de la période de projection de cinq ans, les prévisions ont été établies par la direction. Pour la période de deux ans restante, les flux de trésorerie ont été calculés au moyen du taux de croissance annuel composé des produits de 2018 à 2023.
- Taux de croissance final : Un taux de croissance final de 5,0 %, établi d'après les attentes du secteur et les tendances du marché, a été utilisé pour extrapoler les projections de la Société.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt estimé en fonction du coût moyen pondéré du capital historique pour le secteur. Le taux d'actualisation utilisé était de 9,2 % (9,9 % en 2022).

12. Autres actifs

	2023	2022
	\$	\$
Coûts différés	519	777
Placement en instruments de capitaux propres	3 000	2 000
Charges payées d'avance	836	-
Placement affecté et autres	604	623
Total des autres actifs	4 959	3 400

En décembre 2023 et en janvier 2021, la Société a acquis une participation minoritaire dans Microbion Corporation (« Microbion ») en contrepartie d'un montant de respectivement 1 000 \$ et 2 000 \$.

La Société détient également un placement affecté de 603 \$ (620 \$ en 2022), qui est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

13. Dettes fournisseurs et charges à payer

	2023	2022
	\$	\$
Dettes fournisseurs	17 906	14 281
Charges à payer ¹	19 118	17 440
Contrepartie à payer (notes 7 et 29)	-	8 479
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	37 024	40 200

¹⁾ Au 31 décembre 2023, un montant de 2 210 \$ était encore dû en ce qui a trait à la provision de 2 675 \$ au titre des charges à payer au 31 décembre 2022. Des charges à payer de 289 \$ ont été comptabilisées en 2023, et il restait 152 \$ de ce montant à payer au 31 décembre 2023.

14. Dette à long terme

	2023	2022
	\$	\$
Facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en avril 2026	83 500	96 000
Prêt subordonné à terme, échéant en mars 2024	25 000	25 000
	108 500	121 000
Moins la partie courante de la dette à long terme	(25 000)	-
	83 500	121 000

Facilité renouvelable garantie de premier rang

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30 000 \$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4 000 \$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2023, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt subordonné à terme

En février 2019, un prêt subordonné à terme d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5 000 \$ le 6 février 2019 et 20 000 \$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans, libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2023, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

15. Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel

La Société a établi deux régimes de retraite à prestations définies en Allemagne, fondés sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service.

Régime à prestations définies non capitalisé

Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise d'Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

Régime à prestations définies capitalisé

Les obligations au titre des prestations de retraite sont associées à un fonds de pension en vertu duquel un engagement en ce qui a trait à la pension de vieillesse, d'invalidité et de survivants a été donné aux directeurs et aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 2007 ou avant cette date. Les droits à prestations sont déterminés par la loi sur les régimes de retraite des employeurs (Gesetz über die Verbesserung der betrieblichen Altersversorgung). Le régime de retraite est entièrement capitalisé par l'entremise de deux fonds de stratégies à rendement absolu détenus auprès de Generali Pensionsfond AG. Ces fonds de placement sont cotés sur des marchés actifs.

	2023	2022
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	2 269	2 363
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée	3 839	3 425
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée, montant net	1 570	1 062
Valeur actualisée de l'obligation non capitalisée	11 823	10 581
Valeur actualisée des obligations, montant net	13 393	11 643

Les variations des obligations au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2023			2022		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Début de l'exercice	10 581	3 425	14 006	14 725	5 575	20 300
Coût des services rendus au cours de l'exercice	39	-	39	58	-	58
Coût financier	432	140	572	165	63	228
Incidence des variations du taux de change	374	131	505	(862)	(350)	(1 212)
Prestations versées	(695)	(187)	(882)	(655)	(177)	(832)
Écarts actuariels						
Découlant de changements dans les hypothèses financières	761	304	1 065	(3 481)	(1 728)	(5 209)
Découlant de changements dans d'autres hypothèses	331	26	357	631	42	673
Fin de l'exercice	11 823	3 839	15 662	10 581	3 425	14 006

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les variations des actifs des régimes se présentent comme suit :

	2023	2022
Début de l'exercice	\$ 2 363	\$ 3 069
Produits d'intérêts	97	34
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans les produits d'intérêts	(150)	(377)
Cotisations	65	-
Prestations de retraite versées	(187)	(177)
Incidence des variations du taux de change	81	(186)
Fin de l'exercice	2 269	2 363

Les principales hypothèses actuarielles aux 31 décembre se présentent comme suit :

	2023		2022	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	3,5 %	3,5 %	4,2 %	4,2 %
Taux de croissance des salaires	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %
Taux de croissance des retraites	2,3 %	2,0 %	2,3 %	2,0 %

Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables de mortalité intitulées « Richttafeln 2018 G » du professeur Klaus Heubeck, qui sont utilisées comme données biométriques de base selon l'âge anticipé de la retraite conformément à la loi RV-Altersgrenzenanpassungsgesetz datée du 20 avril 2007 pour le régime à prestations définies non capitalisé et selon l'âge anticipé de la retraite établi à 65 ans pour le régime à prestations définies capitalisé.

La sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. L'incidence sur chaque régime de la variation d'une hypothèse est pondérée proportionnellement au total des obligations de retraite pour établir l'incidence totale de chaque hypothèse présentée.

Incidence sur les obligations au titre des prestations définies

	Variation de l'hypothèse		Augmentation de l'hypothèse		Diminution de l'hypothèse	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	0,50 %	0,50 %	(5,02) %	(5,93) %	5,50 %	6,58 %
Taux de croissance des salaires	0,50 %	0,50 %	0,24 %	- %	(0,23) %	- %
Taux de croissance des retraites	0,50 %	0,50 %	4,51 %	5,28 %	(4,18) %	(4,88) %

	Augmentation de l'hypothèse de 1 an		Diminution de l'hypothèse de 1 an	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Espérance de vie	4,05 %	3,48 %	(3,58) %	(3,11) %

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies capitalisées et non capitalisées est respectivement de 10,51 ans et 12,35 ans (10,29 ans et 12,10 ans en 2022).

Du fait de ses régimes de retraite à prestations définies, la Société est exposée à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont décrits ci-après.

La Société est principalement exposée aux risques liés à l'économie et à la démographie, tels que l'inflation des salaires et les variations de l'espérance de vie, tout particulièrement en ce qui a trait à ses obligations au titre des régimes d'avantages du personnel. Ces obligations consistent à fournir des avantages pour la durée de vie des bénéficiaires. Par conséquent, si l'espérance de vie augmente, les passifs de ces régimes augmenteront aussi. Ces obligations dépendent aussi du taux d'actualisation.

Les actifs du régime de retraite à prestations définies sont investis pour pouvoir satisfaire aux obligations au titre des régimes de retraite capitalisées. La capacité de la Société à acquitter les obligations des régimes d'avantages du personnel au moyen des actifs des régimes est tributaire du risque de marché, comme le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le risque de crédit a également une incidence sur les actifs des régimes, car ils sont en partie composés de placements dans des obligations. Un défaut de la part de l'émetteur d'une obligation aurait pour effet de diminuer les actifs des régimes et la Société aurait, de ce fait, plus de difficulté à respecter les obligations des régimes d'avantages du personnel.

L'analyse des échéances prévues du passif au titre des prestations définies non actualisé se présente comme suit :

	2023			2022		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Moins de 1 an	710	198	908	676	186	862
De 1 an à 5 ans	2 984	845	3 829	2 796	786	3 582
Plus de 5 ans	14 553	5 537	20 090	14 140	5 378	19 518
Total	18 247	6 580	24 827	17 612	6 350	23 962

Les cotisations qui devraient être versées aux régimes de retraite pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 s'élèvent à 908 \$.

16. Produits différés

	2023	2022
	\$	\$
Paiements anticipés de clients	11 591	9 409
Partie courante des produits différés liés à des contrats à long terme	1 846	2 321
Partie courante des produits différés	13 437	11 730
Partie non courante des produits différés liés à des contrats à long terme	5 629	2 354
Partie non courante des produits différés	5 629	2 354
Total des produits différés	19 066	14 084

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les produits réalisés en lien avec le solde des produits différés au début de l'exercice se sont élevés à 10 441 \$ (5 605 \$ en 2022).

17. Autres passifs

	2023	2022
	\$	\$
Début de l'exercice	2 141	1 255
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	(195)
Augmentation des passifs	1 723	1 140
Montants utilisés	(231)	-
Incidence des variations du taux de change	36	(59)
Fin de l'exercice	3 669	2 141

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

18. Impôt sur le résultat

	2023	2022
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt exigible pour l'exercice	6 459	7 213
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	215	(348)
Total de l'impôt exigible	6 674	6 865
Impôt différé :		
Comptabilisation et résorption des différences temporaires	(3 615)	(2 446)
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	216	292
Total de l'impôt différé	(3 399)	(2 154)
Charge d'impôt	3 275	4 711

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat, calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi au Canada, et de l'impôt sur le résultat comme présenté :

	2023	2022
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	18 674	(18 288)
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	26,5 %	26,5 %
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi au Canada	4 949	(4 846)
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Pertes non comptabilisées reportées en avant	911	3 268
Charge non déductible à des fins fiscales	312	3 670
Produits non imposables associés aux litiges et aux activités de restructuration	(2 341)	-
Écart de change (non imposable) non déductible	(1 354)	1 868
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	3	299
Retenues d'impôt sur les dividendes de groupe	410	522
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	431	(56)
Autre	(46)	(14)
Charge d'impôt	3 275	4 711

Pour la Société, le taux d'impôt applicable prévu par la loi au Canada correspond aux taux combinés canadiens applicables à la compétence fiscale dont dépend la Société dans l'exercice de ses activités.

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	2023	2022
	\$	\$
Début de l'exercice	(957)	(638)
Regroupement d'entreprises	-	(1 071)
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	492	(1 300)
Recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	3 399	2 154
Incidence des variations du taux de change	43	(102)
Fin de l'exercice	2 977	(957)

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles		Perte reportée en avant	Obligation au titre des prestations de retraite		Divers	Total		Compensation par compétence fiscale	Total
	\$	\$	\$	\$		\$	\$		\$	\$		
Au 31 décembre 2021	908	424	307	3 876	4 459	833	10 807	(3 800)	7 007			
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	-	-	(274)	-	(49)	(323)					
(Charge) recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(120)	969	-	(789)	(379)	264	(55)					
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	(1 300)	-	(1 300)					
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	(102)	(102)					
Au 31 décembre 2022	788	1 393	307	2 813	2 780	946	9 027	(3 025)	6 002			
(Charge) recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(180)	(388)	160	3 932	400	461	4 385					
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	492	-	492					
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	43	43					
Au 31 décembre 2023	608	1 005	467	6 745	3 672	1 450	13 947	(5 686)	8 261			

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles		Stocks	incorporelles	Divers	Total		Compensation par compétence fiscale	Total
	\$	\$	\$	\$				\$	\$		
Au 31 décembre 2021	885	426	10 068	66	11 445	(3 800)	7 645				
Regroupement d'entreprises	-	-	1 071	-	1 071						
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	(257)	(66)	-	-	(323)						
Charge (recouvrement) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	198	(347)	(2 155)	95	(2 209)						
Au 31 décembre 2022	826	13	8 984	161	9 984	(3 025)	6 959				
Charge (recouvrement) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	1 609	(13)	(697)	87	986						
Au 31 décembre 2023	2 435	-	8 287	248	10 970	(5 686)	5 284				

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur le résultat non distribué de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Le résultat non distribué s'élevait au total à 60 089 \$ au 31 décembre 2023 (43 260 \$ en 2022).

Au 31 décembre 2023, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée sont les suivantes :

	\$	Échéance
Belgique	15 631	Aucune limite
États-Unis	36 736	Aucune limite
Hong Kong	10 014	Aucune limite

Au 31 décembre 2023, la Société comptait d'autres différences temporaires déductibles de 323 \$ à l'égard desquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée (440 \$ en 2022).

19. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit de l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs financiers et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- la juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, la trésorerie détenue en mains tierces ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments;
- la juste valeur de son placement en instruments de capitaux propres est calculée en utilisant des données d'entrée non observables importantes, qui représentent la meilleure information disponible;
- la juste valeur de son placement affecté est calculée en utilisant l'espérance de vie prévue, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et les taux d'actualisation estimés. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture;
- la juste valeur des instruments dérivés, qui comprennent le swap sur rendement total et la convention de dépôt indexé, est calculée à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon une courbe de rendement des taux d'intérêt appropriée, le taux de change et le cours de l'action. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture. Les instruments dérivés tiennent compte du montant estimé que la Société recevra ou aura à payer pour régler les contrats à la date de clôture; et
- la juste valeur de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen du taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments financiers, qui se rapproche de leur juste valeur, par catégorie, aux 31 décembre 2023 et 2022 :

Au 31 décembre 2023				Valeur comptable
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	34 706	-	34 706
Créances	-	33 437	-	33 437
Actifs financiers dérivés	591	-	-	591
Autres actifs courants	-	2 212	-	2 212
Autres actifs non courants	3 603	-	-	3 603
Total	4 194	70 355	-	74 549
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	37 024	37 024
Dettes à long terme	-	-	108 500	108 500
Total	-	-	145 524	145 524

Au 31 décembre 2022				Valeur comptable
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	42 691	-	42 691
Créances	-	32 872	-	32 872
Autres actifs courants	5 517	10 613	-	16 130
Autres actifs non courants	2 620	-	-	2 620
Total	8 137	86 176	-	94 313
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	40 200	40 200
Dettes à long terme	-	-	121 000	121 000
Total	-	-	161 200	161 200

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées pour les évaluations, et ses niveaux se présentent comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le tableau qui suit présente les instruments financiers, par niveau, évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé :

Au 31 décembre 2023	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur rendement total (note 7)	-	591	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 12)	-	-	3 000
Placement affecté (note 12)	-	-	603
Total	-	591	3 603

Au 31 décembre 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Convention de dépôt indexé (note 7)	-	5 517	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 12)	-	-	2 000
Placement affecté (note 12)	-	-	620
Total	-	5 517	2 620

20. Secteurs opérationnels

Les tableaux qui suivent présentent les informations examinées par le principal décideur opérationnel de la Société pour l'évaluation de la performance :

	2023	2022
	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	156 479	121 918
Matériaux de haute performance	85 892	142 305
Total des produits	242 371	264 223
Semiconducteurs spécialisés	27 544	24 318
Matériaux de haute performance	21 948	17 277
Siège social et montants non affectés	(11 169)	(11 567)
BAIIA ajusté¹	38 323	30 028
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	8 834	5 192
Amortissement	16 110	17 732
Charge de rémunération à base d'actions	1 432	999
(Profits) pertes de change et au titre de dérivés	(136)	42
Dépréciation des actifs non courants (note 29)	672	12 478
Perte sur le dessaisissement d'une filiale (notes 4 et 29)	-	7 834
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles (notes 8 et 29)	1 051	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente (notes 8 et 29)	-	216
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration (note 29)	(8 314)	3 823
Résultat avant impôt sur le résultat	18 674	(18 288)

¹⁾ Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement, charge de rémunération à base d'actions, dépréciation des actifs non courants, perte sur le dessaisissement d'une filiale, perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente, (produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration et charges financières.

	2023	2022
	\$	\$
Dépenses en immobilisations		
Semiconducteurs spécialisés	12 838	10 038
Matériaux de haute performance	4 458	5 944
Siège social et montants non affectés	45	80
Total	17 341	16 062

	2023	2022
	\$	\$
Actifs excluant les actifs d'impôt différé		
Semiconducteurs spécialisés	195 087	180 473
Matériaux de haute performance	131 570	129 901
Siège social et montants non affectés	15 284	31 609
Total	341 941	341 983

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients de cette dernière pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2023 et 2022 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	2023	2022
	\$	\$
Asie		
Chine	12 846	10 815
Japon	4 270	4 453
Autres ¹⁾	20 211	27 139
Amériques		
États-Unis	107 158	95 517
Autres	9 128	19 911
Europe		
Allemagne	43 284	41 314
Belgique	5 334	7 276
Pays-Bas	3 425	9 604
France	9 426	13 831
Autres ¹⁾	23 709	29 587
Autre	3 580	4 776
Total	242 371	264 223

¹⁾ Aucun n'excédant 10 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, un client représentait environ 23 % (17 % en 2022) des produits. De cette tranche, 23 % (14 % en 2022) étaient inclus dans le secteur Semiconducteurs spécialisés et néant (3 % en 2022), dans le secteur Matériaux de haute performance.

Actifs non courants (excluant les actifs d'impôt différé et les instruments financiers)	2023	2022
	\$	\$
Asie	3 132	3 411
États-Unis	12 382	13 590
Canada	31 566	27 156
Allemagne	109 295	108 044
Total	156 375	152 201

21. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	2023	2022
	\$	\$
Diminution (augmentation) des actifs :		
Créances	74	5 364
Stocks	(18 844)	2 435
Impôt sur le résultat à recevoir	3 811	(437)
Autres actifs courants	7 838	(427)
(Diminution) augmentation des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(7 774)	(1 691)
Impôt sur le résultat à payer	(4 245)	3 169
Produits différés	4 340	1 830
Variation nette	(14 800)	10 243

b) Le rapprochement des actifs/passifs découlant des activités de financement se présente comme suit :

	31 décembre 2022	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie				Fonds de roulement hors trésorerie	31 décembre 2023
			Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Dette à long terme	121 000	(12 500)	-	-	-	-	108 500	
Obligations locatives	30 402	(2 858)	690	779	-	1 126	30 139	
Total du passif net découlant des activités de financement	151 402	(15 358)	690	779	-	1 126	138 639	

	31 décembre 2021	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie				Fonds de roulement hors trésorerie	31 décembre 2022
			Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Dette à long terme	116 000	5 000	-	-	-	-	121 000	
Swap de taux d'intérêt	109	-	-	-	(109)	-	-	
Obligations locatives	32 640	(2 999)	605	(1 617)	-	1 773	30 402	
Total du passif net découlant des activités de financement	148 749	2 001	605	(1 617)	(109)	1 773	151 402	

c) Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie consolidés, soit incluses dans ceux-ci :

	2023	2022
	\$	\$
Exclusion des ajouts impayés à la fin de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	2 826	2 329
Inclusion des ajouts impayés au début de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	2 329	3 095
Exclusion du produit hors trésorerie tiré de la sortie d'immobilisations corporelles (note 29)	2 515	-

d) Les ajouts d'immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2023	2022
	\$	\$
Ajouts d'immobilisations corporelles avant paiements anticipés	17 387	12 193
Paiements anticipés pour travaux en cours	2 469	3 869
Moins les dépôts hors trésorerie pour travaux en cours	(2 515)	-
Ajouts d'immobilisations corporelles	17 341	16 062

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

22. Capital-actions

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action; et
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Aux 31 décembre 2023 et 2022, aucune action privilégiée n'avait été émise.

23. Résultat par action

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat de base et dilué par action :

Numérateurs	2023	2022
	\$	\$
Résultat net pour l'exercice	15 399	(22 999)

Dénominateurs	2023	2022
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 533 263	88 330 236
Effet dilutif :		
Options sur actions	517 120	-
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	89 050 383	88 330 236

Au 31 décembre 2023, 219 864 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif.

Au 31 décembre 2022, 1 598 938 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif en raison de la perte nette pour l'exercice.

24. Rémunération à base d'actions

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à maintenir en poste les personnes les plus compétentes pour agir à titre d'employés, d'administrateurs ou de dirigeants de la Société et de ses entreprises liées et de promouvoir un meilleur alignement des intérêts entre ces employés, ces administrateurs, ces dirigeants et les actionnaires de la Société. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Dans le cas d'un licenciement motivé par la Société ou d'une démission volontaire du participant avant la fin d'un cycle de rendement, toutes les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance, à la date à laquelle le participant est informé de son licenciement ou démissionne.

Dans le cas d'une cessation d'emploi non motivée par la Société, par exemple, si le participant est considéré comme étant en congé d'invalidité à long terme ou si le participant prend sa retraite avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquises à la date de la cessation d'emploi sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin du cycle de rendement et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Dans le cas du décès du participant avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquises sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin de l'exercice précédant le décès du participant et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises selon le régime s'élève à 5 000 000. Les actions ordinaires relatives aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement devant être réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires, mais qui ont fait l'objet d'une renonciation ou qui ont été annulées ou réglées au comptant, doivent être disponibles pour les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement pouvant être attribuées par la suite aux termes de ce régime. Aucune unité d'actions restreinte ou unité d'actions liée au rendement devant être réglée au moyen de l'émission d'actions ordinaires ne peut être attribuée à un participant sauf si le nombre d'actions ordinaires : a) émises à des « initiés » au cours d'une période de un an donnée; et b) pouvant être émises à des « initiés » en tout temps aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société, ne peut dépasser 10 % du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, dans le cadre du régime, la Société a attribué 155 873 unités d'actions restreintes (95 881 pour 2022), elle en a réglé 111 458 (146 549 pour 2022) et 3 000 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (13 110 pour 2022). Au 31 décembre 2023, 319 896 unités d'actions restreintes étaient en cours (278 481 pour 2022) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2022), elle n'en a réglé aucune (aucune pour 2022) et n'en a annulé aucune (200 000 en 2022). Au 31 décembre 2023, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (aucune pour 2022).

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers, qui a été légèrement modifié le 7 novembre 2012 par la Société et est devenu un régime de droits à l'appréciation d'actions qui permet à la Société d'attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés étrangers qui y sont admissibles des options sur actions fictives. Les droits à l'appréciation d'actions ont généralement une durée de six ans et s'acquiert de façon égale sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année à compter de l'exercice suivant la date d'attribution des droits à l'appréciation d'actions. Le montant versé en trésorerie est égal à la somme des différences positives entre le cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'exercice et le prix d'attribution de chaque droit à l'appréciation d'actions racheté.

Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a attribué 63 839 droits à l'appréciation d'actions (171 025 pour 2022), elle en a réglé 127 874 (200 000 pour 2022), et 16 250 ont été annulés par déchéance (377 500 pour 2022). Au 31 décembre 2023, 843 872 droits à l'appréciation d'actions étaient en cours (924 157 en 2022).

Régime d'unités d'actions différées

Le 7 mai 2014, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées, qui permet à la Société d'attribuer des unités d'actions fictives à des administrateurs et à des membres de la direction et employés clés désignés par le conseil, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder des personnes possédant la meilleure combinaison de compétences et d'expérience pour siéger au conseil d'administration de la Société ou pour intégrer l'équipe de direction.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les unités d'actions différées s'acquièrent en totalité à leur date d'attribution et sont payables au comptant à la date à laquelle l'administrateur cesse d'occuper ses fonctions ou à la date de cessation d'emploi du dirigeant ou de l'employé. Le montant versé au comptant est égal au cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de paiement des unités d'actions différées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a attribué 156 701 unités d'actions différées (476 152 pour 2022) et elle n'en a réglé aucune (348 277 pour 2022). Au 31 décembre 2023, 1 859 544 unités d'actions différées étaient en cours (1 702 843 en 2022).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2023 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en cours :

	2023		2022	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En cours au début de l'exercice	1 598 938	1,91	825 968	2,46
Attribuées	140 712	2,74	772 970	1,33
Exercées	(374 488)	2,28	-	-
En cours à la fin de l'exercice	1 365 162	1,90	1 598 938	1,91
Exercables à la fin de l'exercice	458 454	2,10	457 749	2,41

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours au 31 décembre 2023 :

	Prix d'exercice		Nombre d'options		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)
	Bas	Élevé	Exercables	En cours	
	\$ CA	\$ CA			
Février 2024	2,71	2,71	35 165	35 165	0,15
Mars 2025	3,43	3,43	30 940	30 940	1,17
Mars 2026	2,10	2,10	-	12 163	2,17
Mai 2027	3,38	3,38	24 106	48 212	3,36
Décembre 2027	2,42	2,42	175 000	325 000	3,92
Mars 2028	2,27	2,27	18 243	72 970	4,18
Mai 2028	1,23	1,23	175 000	700 000	4,39
Février 2029	2,74	2,74	-	140 712	5,15
			458 454	1 365 162	4,10

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue, et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque.

Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs moyennes à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022 :

	2023	2022
Volatilité prévue du cours de l'action	60 %	53 %
Dividende	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt sans risque	3,81 %	2,59 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	1,36 \$ CA	0,57 \$ CA

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée à l'état du résultat net consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022 :

Charge	2023	2022
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	304	202
Droits à l'appréciation d'actions	528	244
Unités d'actions différées	1 662	1 121
Options sur actions	274	326
Swap sur rendement total (note 7)	(1 336)	(894)
Total	1 432	999

Les montants suivants ont été comptabilisés :

Passif	2023	2022
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	474	375
Droits à l'appréciation d'actions	1 007	562
Unités d'actions différées	5 051	3 906
Total	6 532	4 843
Valeur intrinsèque des unités dont les droits étaient acquis	6 046	4 015

25. Engagements et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2023, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 551 \$ (883 \$ en 2022).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

26. Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des transactions avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont réglés en trésorerie.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

	2023	2022
	\$	\$
Salaires	2 160	1 995
Rémunération à base d'actions et autres (note 24)	2 563	1 677
Total	4 723	3 672

27. Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

a) Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellées en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2023 :

	2023					
	\$ CA	Euro	Livre	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	489	1 999	67	34	36	9
Créances	1 662	6 594	-	-	1	-
Actifs financiers dérivés	591	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	-	2 212	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	603	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(12 987)	(9 349)	(436)	(116)	(166)	(55)
Obligations locatives	(6 360)	(297)	-	(69)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(16 605)	1 762	(369)	(151)	(129)	(46)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 10 401 \$ et 496 \$, pour une position nette de 9 905 \$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 495 \$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2023 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(830)	88	(18)	(8)	(6)	(2)
Affaiblissement de 5 %	830	(88)	18	8	6	2

À l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2023, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 835 \$ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2023.

c) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Le tableau qui suit présente les créances clients en souffrance :

	2023	2022
	\$	\$
Non en souffrance	23 889	24 152
En souffrance depuis plus de 30 jours	71	192
En souffrance depuis plus de 60 jours	1 195	1 911
Valeur comptable brute	25 155	26 255
Correction de valeur pour pertes	(38)	(152)
Total des créances clients	25 117	26 103

Le tableau suivant présente un résumé des variations du compte de correction de valeur pour pertes au titre des créances clients :

	2023	2022
	\$	\$
Début de l'exercice	152	149
Augmentation au cours de l'exercice	2	3
Montants inutilisés repris	(116)	-
Fin de l'exercice	38	152

La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Les montants imputés au compte de correction de valeur pour pertes sont habituellement sortis lorsqu'on ne s'attend raisonnablement pas à les recouvrer.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent également exposer la Société à des pertes de crédit si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2023.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2023 :

							2023
	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	37 024	37 024	-	-	-	-	37 024
Dettes à long terme	108 500	31 184	5 766	85 422	-	-	122 372
Obligations locatives	30 139	2 761	2 642	2 558	2 534	26 803	37 298
Total	175 663	70 969	8 408	87 980	2 534	26 803	196 694

28. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un rendement sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio dettes/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (comprenant la dette à long terme dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute nouvelle mesure financière présentée par suite de l'adoption d'IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les ratios dettes/capitaux propres se présentent comme suit :

	2023	2022
	\$	\$
Dettes à long terme, y compris la partie courante	108 500	121 000
Total de la dette	108 500	121 000
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(34 706)	(42 691)
Dettes nettes	73 794	78 309
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	128 592	112 776
Ratio dettes/capitaux propres	57 %	69 %

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

29. Charges, classées par nature

Les charges, classées par nature, se composent de ce qui suit :

	2023	2022
	\$	\$
Salaires	54 772	55 107
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	10 297	11 717
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 9)	2 538	2 702
Amortissement des autres actifs (note 12)	258	260
Autres charges (produits), montant net		
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	3 275	3 313
Charge de rémunération à base d'actions (note 24)	1 432	999
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles ¹	973	(13)
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente (note 8) ²	-	216
Perte sur le dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	7 834
Dépréciation des actifs non courants (notes 4, 8 et 10)	672	12 478
Frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt ³	2 890	4 638
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net ⁴	(8 314)	3 823
Autres produits	(172)	(291)

1) Comprend une perte sur la sortie de matériel de production de 1 051 \$ découlant d'une modification apportée par la Société aux exigences et aux fonctionnalités techniques. La Société s'est départie de ce matériel de production dans le cadre d'une transaction non monétaire avec un fournisseur en échange d'un crédit qui pourra être utilisé lors d'achats futurs de matériel de production.

2) Une perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente d'un montant de 216 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2022 dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé. L'actif, qui était auparavant présenté comme détenu en vue de la vente dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, est lié à un reclassement de bâtiments pour un montant de 3 032 \$ au cours de l'exercice 2022. Le reclassement fait suite à la relocalisation prévue, au Canada, des activités de l'une des filiales de la Société en Asie, qui avait été annoncée au troisième trimestre de 2020.

3) Les frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont présentés déduction faite d'un montant de 4 060 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 2 045 \$ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2023.

Les frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt, pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont présentés déduction faite d'un montant de 3 667 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 1 460 \$ qu'il restait à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2022.

4) En 2023, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, notamment :

- produits de 8 974 \$ reçus de l'ancien actionnaire d'AZUR. Le montant reçu est conforme aux clauses de la convention d'achat d'actions et sans lien avec la performance d'AZUR après l'acquisition;
- coûts de 131 \$ liés à la fermeture d'un site en Asie;
- montant de 158 \$ en lien avec des changements à l'équipe de direction; et
- charge de 228 \$ en lien avec des créances diverses devenues non recouvrables pendant l'exercice.

En 2022, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, notamment :

- coûts de 2 594 \$ liés au dessaisissement d'une filiale (note 4);
- montant de 241 \$ en lien avec un changement à l'équipe de haute direction;
- montant de 372 \$ à la suite du règlement d'un contrat à l'amiable; et
- coûts de 358 \$ liés à la fermeture d'un site en Asie.

30. Événement postérieur à la date de clôture

En janvier 2024, la Société a augmenté sa participation minoritaire dans Microbion en contrepartie d'un montant de 1 000 \$. Au 31 décembre 2023, la participation de la Société dans Microbion était évaluée à 3 000 \$ (note 12).

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs

5N Plus Inc.

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

T : 514-856-0644

invest@5nplus.com

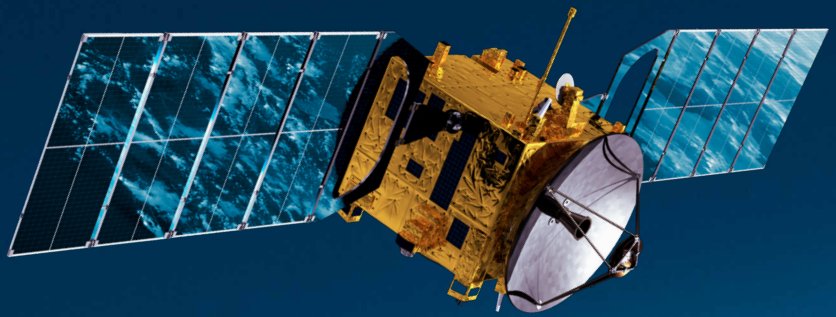
If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations

5N Plus inc.

4385, rue Garand, Montréal, Québec H4R 2B4

It is also available on our website at www.5nplus.com



5N+

5N Plus inc.

4385, rue Garand
Montréal (Québec) Canada
H4R 2B4

www.5nplus.com